55e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 14 7 AVRIL 1938

# L'AMI DU CLERGÉ

*Paraît à Langres tous les jeudis*

**Mgr F. PERRIOT**
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

**Mgr A. ROZIER**
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

## CHRONIQUE D'APOSTOLAT SOCIAL

**SOMMAIRE**

I. NOTES EN MARGE DE L'ENCYCLIQUE « *Divini Redemptoris.* » — 1. Matérialisme dialectique et historique : doit-on les distinguer du matérialisme philosophique ? — 2. Athéisme inséparable du système. — 3. Le problème de l'homme. — 4. Communisme et propriété. — 5. Mariage et famille. — 6. La Société et l'Etat.

II. L'ESPRIT SOCIAL A TRAVERS LES REVUES. — 1. L'enquête sur la production *(Etudes)*. — 2. L'Eglise et le totalitarisme *(Cahiers d'Action religieuse et sociale)*. — 3. Le ministère sacerdotal et l'enseignement religieux à l'heure actuelle *(Union des Œuvres)*. — 4. Apostolat populaire et « montée du prolétariat » *(Dossiers de l'A. P.* et *Cahiers d'A. R. S.)*.

III. BIBLIOGRAPHIE. — 1. Arendt, S. J. : *Action catholique et Ordre social.* — 2. Georges Renard, O. P. : *L'Eglise et la Question sociale.* — 3. Paul Chanson : *Communisme ou Corporatisme.* — 4. *Code de Morale internationale.* — 5. Xavier de Lignac : *La France attend sa jeunesse.* — 6. René Dumesnil : *L'âme du médecin.* — 7. Sartre, S. J. : *Georges Sorel.* — 8. Récits missionnaires. — 9. Editions jocistes. — 10. Théâtre social.

### I. — EN MARGE DE L'ENCYCLIQUE *Divini Redemptoris*

Il y a un an, en la fête et sous les auspices de S. Joseph, paraissait l'encyclique *Divini Redemptoris*, sur le Communisme athée. Est-il trop tard pour en entretenir nos lecteurs ? Nous ne le pensons pas. Car une encyclique n'est pas comme un discours ministériel du dimanche, vite oublié, vite recouvert par les événements. Une encyclique est un document qui reste, source qui rafraîchit et ranime la vie chrétienne d'une époque, ou, s'il s'agit de matière sociale, assise durable de la cité temporelle.

Notre dessein n'est pas de donner un commentaire suivi de cette encyclique ; nous nous bornerons à en relever et expliquer les points principaux. Ces notes resteront néanmoins dans le cadre de l'encyclique, comme pour inviter à y recourir et pour en faciliter l'étude [1].

#### 1° *Matérialisme dialectique et historique*

La doctrine condamnée par le Pape est un matérialisme exclusif de Dieu et de la vie future :

« *La doctrine que le communisme cache sous des apparences parfois si séduisantes, a aujourd'hui pour fondement les principes du matérialisme dialectique et historique déjà prônés par Marx ; les théoriciens du bolchevisme prétendent en détenir l'unique interprétation authentique. Cette doctrine enseigne qu'il n'existe qu'une seule réalité, la matière...* etc. » *(D. R.,* 9).

Quelques expressions demandent à être expliquées : matérialisme dialectique et historique. S'il ne s'agissait que de *matérialisme*, on pourrait le définir comme la doctrine qui n'admet pas d'autre entité que la matière, ou, pour être plus complet : « la doctrine d'après laquelle il n'existe d'autre substance que la matière, à laquelle on attribue des propriétés variables suivant les diverses formes de matérialisme, mais qui a pour caractère commun d'être conçue comme un ensemble d'objets individuels, représentables, figurés, mobiles, occupant chacun une région déterminée de l'espace. » *(Vocabulaire philos.* de Lalande).

Que veut-on dire en ajoutant « *dialectique* » ? Le mot a connu des fortunes diverses en se promenant à travers les écoles philosophiques de l'antiquité à nos jours. Il s'agit ici du sens spécial dont l'a chargé la philosophie de Hegel. La dialectique est alors cette logique immanente à l'esprit et, comme nous sommes en plein idéalisme, immanente à la nature. C'est la loi interne qui explique l'évolution de la pensée (et de l'être) depuis l'indéterminé jusqu'à l'Absolu, terme de ce mouvement. Au point de départ se trouve l'idée d'être, la plus pauvre de toutes ; dans son indétermination, elle s'identifie au non-être. Dans la suite même, l'être ne peut se poser qu'en se déterminant, en se limitant, et donc en posant ce qui le nie. Ainsi la thèse suscite l'antithèse et l'inclut. La contradiction est au cœur de la réalité : une contradiction féconde qui explique tout mouvement, tout progrès. Qu'est-ce que le mouvement, en effet, sinon cette fusion des contradictoires, de l'être qui tout à la fois est déjà et n'est pas encore ? Ainsi thèse et antithèse portent la pensée (et l'être) à se dépasser, à réaliser une synthèse inédite qui, selon le même dynamisme, amorcera un nouveau progrès.

Marx s'imprégna de ces concepts durant ses études universitaires, et il commença la lutte politique dans les rangs des Jeunes-Hégéliens, mouvement d'opposition libérale. Pour des idéalistes, la réforme des institutions se confond avec la cri-

[1] L'encyclique se divise en 3 parties : 1° Exposé du communisme athée : principes et méthodes d'action ; 2° La doctrine de l'Eglise ; 3° Moyens d'échapper au fléau communiste et d'établir une civilisation chrétienne. Nous désignerons l'encyclique par les initiales *D. R.* ; la numérotation appartient au texte officiel ; nous empruntons à l'édition Spes la traduction qui est la traduction officielle française.

La présente étude se rapporte à la première partie.

tique des idées. C'était trop peu pour l'homme d'action qu'était Marx, et cette méthode devait lui apparaître comme le plus vain des amusements. Le matérialisme que lui révéla Feuerbach acheva de le détacher de l'idéalisme. Marx toutefois restait fidèle à la dialectique hégélienne. Ainsi la dialectique devenait la loi de l'évolution d'un univers matériel au lieu d'être la loi d'un univers identique à la pensée. Ainsi s'explique le « matérialisme dialectique ».

Dans ce monde, en son temps, apparaît l'homme, caractérisé par l'esprit. « Mais l'esprit, dira Engels, n'est lui-même que le produit supérieur de la matière. » Sans doute n'est-il pas réductible à la matière, la synthèse laissant toujours loin derrière elle les éléments antithétiques qui l'ont provoquée. (Donner le « pourquoi » de ce dépassement serait sans doute malaisé ; mais nous ne faisons qu'enregistrer). Ce n'est donc pas un matérialisme qui nie l'esprit, il s'en défend ; il le conçoit néanmoins comme dépendant de la matière. Voici donc l'homme, réussite de la nature. Selon le processus indiqué, l'homme réagit sur la nature d'où il sort. Sous l'action de l'homme, la nature se transforme, et l'homme progresse dans son utilisation de la nature. Désormais nous sommes dans l'histoire (au sens le plus large du mot, englobant tout le développement de l'homme). Le matérialisme dialectique devient le *matérialisme historique* quand il s'applique à l'homme.

Quel est le sens de cette histoire ? L'homme réagit sur la nature, disions-nous ; il est même essentiellement un producteur. La matière aussi agit sur lui, lui imposant son comportement, son style de vie, provoquant ses entreprises et les constructions de sa pensée. Toute l'histoire se ramène à une histoire économique. La vie économique, avec ses nécessités et ses vicissitudes, explique toute la vie humaine, ses luttes, ses institutions sociales et politiques, les arts et les religions. Systèmes ou institutions de la morale ou de la religion sont des résultantes ; mais en retour ils contribuent à maintenir telle organisation économique. D'où le vocabulaire spécial du marxisme : les relations économiques forment la *structure* d'une société ; les institutions qui en résultent, en sont les *superstructures*.

Tel est le système pour lequel Engels a forgé le nom de « *matérialisme historique* ».

Nous n'ignorons pas que ces termes ont reçu parfois des interprétations édulcorées qui semblent les dégager du matérialisme que nous avons défini.

Ainsi M. Prenant écrit : « La philosophie marxiste est matérialiste. Il faut entendre par là simplement qu'elle affirme catégoriquement la réalité d'un monde extérieur dont toute l'activité psychique dépend, alors que la réciproque n'est pas vraie [2]. » Le matérialisme ne serait alors qu'un ferme réalisme, en réaction contre l'idéalisme hégélien. Malheureusement il n'est pas *simplement* cela ; il reste l'affirmation que tout procède de la matière.

Ou encore la dialectique ne serait qu'une « méthode scientifique attentive à la réciprocité des influences causales dans la nature » *(loc. cit.)*. Appliquée à l'histoire, cette méthode établirait à quel point le développement de l'homme et les événements de l'histoire sont influencés par le milieu matériel.

Il est vrai que certains socialistes (tel H. de Man) font la distinction entre un matérialisme dialectique ou historique qui n'est qu'une méthode, et un matérialisme philosophique. Il reste cependant que tel d'entre eux, en maniant la méthode, adopte, à son insu, peut-être et implicitement, un véritable matérialisme philosophique. A supposer d'ailleurs que cette distinction soit respectée et laisse place à l'esprit, nous voulons dire à l'esprit selon sa notion authentique, à une vie spirituelle indépendante de la matière, et, par delà les esprits créés, à l'Esprit incréé, Dieu, alors nous disons que ce matérialisme n'est pas condamné. Le Pape prend soin de préciser qu'il vise ce matérialisme historique « *dont les théoriciens du bolchevisme prétendent détenir l'unique interprétation authentique* ». Or, sans nul doute, le matérialisme historique est ici une explication totale et dernière du monde, une philosophie.

Le maître est désormais Lénine. Il ne semble pas avoir ajouté au marxisme. « Mais il s'est plutôt borné à exposer la théorie comme on expose une orthodoxie, avec une intransigeance passionnée, dans une incroyable confiance en Marx [3], » dont il s'affirme le fidèle interprète. Interrogeons donc Lénine. Quel enseignement présente-t-il aux masses ? « Le monde matériel que nous percevons par nos sens et auquel nous appartenons nous-mêmes, est le seul monde réel... Notre conscience et notre pensée... sont les produits d'un organe matériel, corporel, le cerveau. La matière n'est pas le produit de l'esprit ; l'esprit n'est que le produit supérieur de la matière. » *(Loc. cit.*, p. 437).

La conclusion s'impose : nous sommes en face d'un *matérialisme* au sens philosophique du mot. Y ajouter les épithètes de *dialectique* ou d'*historique* ne change rien à l'erreur fondamentale incluse dans le substantif.

### 2° *L'athéisme*

Une première conséquence de cette thèse, c'est son athéisme ; il fait corps avec le système. « *Dans une telle doctrine, c'est évident, il n'y a plus de place pour l'idée de Dieu, il n'existe pas de différence entre l'esprit et la matière, ni entre l'âme et le corps : il n'y a pas de survivance de l'âme après la mort, et par conséquent nulle espérance d'une autre vie.* » *(D. R.*, 9).

Ce qu'il faut bien noter, ce qu'il y a de menaçant et de nouveau dans le matérialisme historique, c'est que la religion est conçue comme la résultante d'un régime économique, à savoir, le régime capitaliste. *(D. R.*, cf. n. 22).

Comme toute autre institution, elle est l'expression et le résultat des conditions matérielles de vie et des rapports sociaux qui s'y rattachent A son tour, la religion joue un rôle de superstruc-

[2] Cité par Delaye : « Que gagne le matérialisme à être dialectique ? » dans *N. Revue Théol.*, octobre 1937, p. 836. — M. Prenant est professeur à la Sorbonne ; il a publié un ouvrage intitulé *Biologie et Marxisme* (1936), et donne des articles à l'*Humanité*.

[3] *Etudes*, février 1938, p. 435 : *Lénine, maître inhumain.*

ture, c'est-à-dire qu'elle tend à consolider le régime qui la porte. Détruire le régime, c'est lui enlever son appui et sa raison d'être ; simultanément, pour hâter la chute du régime, il faut s'attaquer à ses superstructures. La lutte religieuse s'impose donc nécessairement à l'action communiste. Le système est par sa nature antireligieux. (*D. R.*, 22).

On se demandera peut-être pourquoi ce lien établi entre le régime capitaliste et la religion ? Marx adopte le point de vue de Feuerbach, selon lequel la religion n'est qu'une illusion :

« La religion est le produit de l'homme qui crée Dieu à son image en incarnant en lui sa propre nature, ses aspirations et ses besoins et en lui donnant, comme attributs, les qualités éminentes de l'espèce humaine. Le défaut de la religion, disait-il, est de dépouiller ainsi l'homme de sa vraie nature en extériorisant en Dieu ce qui constitue l'essence de la communauté humaine. Celle-ci n'ayant alors qu'une existence illusoire, l'homme devient un individu égoïste, étranger à la vie de l'espèce. Pour lui rendre son être véritable, qui est l'être collectif, il faut dissiper l'illusion religieuse, réintégrer l'au-delà dans la réalité présente, les qualités aliénées en Dieu dans l'humanité, il faut réduire la théologie à l'anthropologie et substituer à l'amour de Dieu l'amour de l'espèce humaine, de l'humanité [4]. »

Feuerbach explique donc la religion comme une « aliénation » de l'essence humaine, mais il ne donne pas la raison de cette « aliénation ». Marx arrive, avec cette persuasion déjà acquise que le développement économique conditionne tout le développement idéologique ; la religion ne saurait se soustraire à cette loi. Quel est donc le fait économique qui explique l'aliénation de l'homme dans les mythes religieux ? C'est le fait capitaliste, et en dernière analyse le fait de la propriété privée.

Par la propriété privée, l'homme opère un repliement égoïste, il perd de vue cet être social à qui il appartient et dont il vit, en qui il trouve la puissance de dominer la nature. Alors force est de trouver un substitut d'explication dans ce Dieu qu'il invente. Mais la propriété privée, selon la dialectique, engendre la grande propriété, le capitalisme, l'exploitation d'une classe par l'autre. L'aliénation de l'homme s'achève par la perte de ce qui lui reste de grandeur, de dignité. La religion lui fournit alors un dérivatif et une consolation par l'espérance d'une autre vie. Par cette espérance elle engendre la résignation et consolide le régime d'exploitation qui sévit. Elle est « l'opium du peuple ». Pour libérer l'homme, il faut donc changer le régime ; mais pour hâter le renversement du régime, il faut supprimer la religion. Tout se tient.

Après Marx, Lénine. Celui-ci recueille de son maître la formule « religion, opium du peuple » · il la répète, il en tire les conséquences pratiques de la lutte acharnée que l'on sait.

« La religion est un aspect de l'oppression spirituelle qui pèse toujours et partout sur les masses populaires accablées par le travail perpétuel au profit d'autrui, par la misère et la solitude. La foi en une vie meilleure dans l'au-delà naît tout aussi inévitablement de l'impuissance des classes exploitées en lutte contre les exploiteurs, que la croyance aux divinités, aux diables, aux miracles, etc..., naît de l'impuissance du sauvage en lutte contre la nature. La religion, berçant de l'espoir d'une récompense céleste celui qui peine toute sa vie dans la misère, lui enseigne la patience et la résignation. Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, elle leur enseigne à pratiquer la bienfaisance ici-bas, leur offrant ainsi une justification aisée de toute leur existence d'exploiteurs, leur vendant à bon compte des cartes de participation à la félicité céleste. La religion est l'opium du peuple. » (Cité par Ducattillon, *Le Communisme et les chrétiens*, p. 139-140).

### 3° *Le Problème de l'homme*

Dans ce système que devient l'homme ? « *On ne reconnaît à l'individu, en face de la collectivité, aucun des droits naturels à la personne humaine : celle-ci dans le communisme n'est plus qu'un rouage du système.* » (*D. R.*, 10).

Nous n'aurions pas à justifier ce texte, nous qui savons que la perspicacité surnaturelle du chef de l'Eglise s'étend aussi bien à la question de droit qu'à la question de fait. Oui, le passage cité exprime avec fidélité la doctrine du communisme. Nous devons cependant, une fois de plus, prévenir des difficultés, car il se trouve aujourd'hui des communistes qui affichent un souci de l'homme, et, parce que l'humanisme est à la mode, se piquent de ne le céder à personne sur ce point. Examinons donc le problème de l'homme dans le marxisme.

Remontons aux sources. Comment Marx a-t-il répondu à ce problème ? L'a-t-il seulement posé ? — Volontiers nous dirons avec E. Mounier :

« Il semble qu'à un moment de sa pensée Marx ait approché aussi près que possible d'une dialectique personnaliste, dans son analyse de l' « aliénation ». Aliénation de l'ouvrier dans un travail étranger, du bourgeois dans des possessions qui le possèdent, de l'usager dans un monde de marchandises déshumanisées par l'évaluation commerciale, autant de formes à notre sens d'une dépersonnalisation, c'est-à-dire d'une déspiritualisation progressive qui substitue un monde d'objets à un monde de libertés vivantes [5]. »

Marx propose donc de libérer l'homme. Mais la libération qu'il fait espérer n'est que la libération de l'homme collectif ; le restituer à sa vraie nature en le libérant des sujétions capitalistes et des mythes religieux, c'est le réintégrer dans cette entité organique qu'est la société. Sans doute Marx a-t-il gardé de son passage dans l'hégélianisme cette représentation d'une substance universelle, où se dilue la personnalité, à moins qu'elle ne corresponde à une tendance du génie allemand. L'individu en tout cas semble oublié ; il n'y a plus que l'homme, libéré, comme divinisé, aux prises avec la Nature, pour une aventure économique. « Tout le drame se passe entre des généralités dont l'homme personnel n'est que le témoin et l'instrument. » (Maritain).

Ce point de vue est précisément celui que retiennent les « interprètes authentiques du marxisme, les communistes actuels. » De quoi s'occupent-ils ? « Du prolétariat, des masses, de leur rôle historique, des classes. En somme Lénine manie des collectivités partielles ou totales. Mais l'homme singulier, ses humbles désirs, ses besoins à

[4] Cornu, K. *Marx, l'homme et l'œuvre*, p. 135.

[5] *Manifeste au service du personnalisme*, p. 59-60.

la taille d'une famille, d'un métier et ses aspirations les plus élevées, où donc en parle-t-on ? Quelle place leur réserve-t-on ? — Sur ce chapitre rien n'est dit ; ou, si Lénine en dit un mot, c'est pour condamner d'un trait de plume les tendances séculaires de l'homme sans leur faire l'honneur d'un verdict motivé [6]. » Ainsi de cette autonomie de la personne il n'est pas question, non plus que de ses droits inaliénables. Une seule chose compte : le triomphe du prolétariat, la réussite du nouveau régime économique.

Cependant les penseurs communistes protestent qu'il ne faut pas juger leur humanisme sur des textes de combat, dans une période douloureuse mais transitoire. Marx et surtout Lénine après lui, en vrais réalistes, préoccupés d'action immédiate, s'attachent à cette première étape du communisme caractérisée par la dictature de l'Etat prolétarien. Période de lutte et de contrainte. Regardez au-delà : l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu ; plus de classes, un nouvel homme surgit. Il est pleinement homme, pleinement libre.

C'est déjà trop que pour en arriver là, il faille sacrifier la dignité humaine de générations entières : voilà vingt ans que cela dure en Russie. Mais regardons au-delà, comme on nous y invite, dans ce paradis terrestre (et uniquement terrestre, bien fermé du côté du ciel) qu'on nous fait espérer. Que sera l'homme ?

On ne peut pas attendre une vraie libération de l'homme quand on n'a qu'une conception frelatée de l'esprit et du spirituel. Et l'on ne nous parle en effet que d'une domination, une meilleure exploitation de la nature ; au lieu de profiter à une poignée d'exploiteurs, la science appliquée à la nature procurerait le bonheur de tous. Certes, nous savons qu'un certain degré d'aisance est exigé pour la décence de la vie humaine. Ainsi la situation économique contribue à libérer les personnes. Mais y suffit-elle ? Là est le point important. Et sur ce point le communisme se fait illusion. M. Mounier l'a fortement relevé contre le communisme :

« Il est des marxistes qui veulent de toute leur ferveur un renouveau spirituel de l'homme. Nous n'en doutons pas. Nous n'en croyons pas moins que d'une poussée purement économique il ne peut sortir, si on ne les y met et quoiqu'on en veuille, d'autres valeurs que le confort et la puissance. Et les y mettre, c'est renverser tout le jeu des méthodes. Le travail révolutionnaire profond n'est pas alors d'éveiller dans l'homme opprimé la conscience de sa seule oppression, le tournant ainsi à la haine et à la revendication exclusives, par suite à une nouvelle évasion de soi ; il est de lui montrer comme but dernier de cette révolte l'acceptation d'une responsabilité et la volonté d'un dépassement, sans quoi tous les appareils ne seront que de bons outils dans les mains de mauvais ouvriers ; et de l'éduquer *dès maintenant* à une action responsable et libre, au lieu de dissoudre son énergie humaine dans une bonne conscience collective et dans l'attente, même extérieurement active, du miracle des « conditions matérielles ». A côté des oppositions doctrinales, ce « *dès maintenant* » est la principale divergence tactique qui nous sépare du meilleur des marxistes. » *(Op. cit.*, p. 58).

On a remarqué ce passage : « dissoudre son énergie humaine dans une conscience collective. » Voilà bien finalement en quoi le marxisme s'oppose à la personne humaine. La libération qu'il annonce reste celle de l'homme collectif.

« L'optimisme que le marxisme professe... est un optimisme de l'homme collectif recouvrant un pessimisme radical de la personne. Toute la doctrine de l'aliénation présuppose que l'individu est incapable de se transformer lui-même, d'échapper à ses propres mystifications : dans un effort vain, il glisse, il s'échappe, il s'aliène avec son peu de réalité. Les masses au contraire sont fermes, lestées et créatrices : elles retiennent l'individu au sol et le transforment en le digérant pour ainsi dire dans leurs structures. » *(Ibid.*, p. 60).

Ainsi, même dans le paradis communiste, la personne serait méconnue ; l'homme n'aurait de raison d'être et de vie que dans et par la société. Il sera heureux, chacun recevant selon ses besoins, assure le marxisme. « Nous ne lui dénions pas le souci d'organiser après l'ascétisme révolutionnaire, une hygiène intelligente de l'individu. Et il révèle bien par là que son communisme n'est qu'un individualisme plus malin. » *(Ibid.*, p. 61). En fait de bonheur c'est tout ce qu'il peut promettre à l'homme. L'homme s'en contentera-t-il ?... Pour libérer la personne, le matérialisme reste impuissant.

### 4° *Communisme et propriété*

En face de l'individu il ne reste donc que la collectivité, ou plutôt l'individu disparaît comme « digéré » par la collectivité. Avec quel soin le communisme s'applique-t-il à détruire tout ce qui pourrait permettre à l'homme d'échapper à cette intégration, tout ce qui établit autour de lui une marge d'indépendance, un pouvoir personnel, un sanctuaire où se recueillir : propriété, mariage, famille, sociétés privées ! Tout cela doit disparaître ou n'exister que comme fonction de la collectivité. « *On n'accorde aux individus aucun droit de propriété sur les ressources naturelles, ou sur les moyens de production parce qu'ils sont l'origine d'autres biens, et que leur possession entraînerait la domination d'un homme sur l'autre.* » *(D. R.*, 10).

Le problème de la propriété est le premier envisagé par le communisme, c'est pour lui le problème fondamental. Maintes fois Marx y est revenu : la source, le principe de toute aliénation humaine est dans la propriété privée. A l'origine, la propriété se légitime par le travail personnel de l'homme ; à l'origine, entendons à un stade primitif d'exploitation de la nature : l'homme s'en approprie les fruits, il en tire des instruments qui sont comme un prolongement de sa personnalité. Avec le progrès vient la spécialisation, l'échange. Le travail humain passe dans des objets séparés de l'homme ; il se matérialise, devient objet de trafic : première forme d'aliénation. (Il semble que pour Marx ce travail qui passe dans l'objet soit l'essence de l'homme producteur). Les plus heureux, les plus habiles ou les plus violents accaparent peu à peu les instruments de travail : ainsi apparaît la scission de l'humnité en deux classes, les exploiteurs et les exploités. Car le possesseur des instruments de travail spécule sur la nécessité du travailleur ; il ne lui laisse que ce qu'il faut pour son entretien, comme on entre-

[6] Article cité des *Etudes* du 20 février 1938, p. 445.

tient une machine, et il se réserve tout le profit (la plus-value). Sa puissance s'en accroît et cette puissance s'emploie à développer encore l'outillage si productif, à absorber les entreprises plus modestes, et ainsi à multiplier le nombre des prolétaires n'ayant pour vivre que la force de leurs bras. Ainsi la propriété personnelle a engendré son antithèse : la propriété capitaliste. Selon la dialectique, le conflit doit fatalement se dénouer dans une forme supérieure et nouvelle qui sera la propriété collective ou communiste.

Que faut-il entendre par là ? En gros, ou selon la pensée essentielle de Marx, la société redeviendra humaine, l'homme se retrouvera lui-même, quand il retrouvera la possession de son travail et qu'il s'épanouira dans la jouissance de ses fruits. Sera-ce par une redistribution de la propriété ? Ce retour en arrière est impossible. L'homme en se développant a noué trop de liens avec ses semblables ; il n'est plus isolé, mais il est partie d'un tout social, être qui le dépasse et en qui il vit. Retourner à la propriété individuelle, ce serait dissocier la collectivité en un pullulement de vies égoïstes. A la vie sociale doit correspondre la propriété commune. On accédera à ce stade de parfait communisme par la dictature de l'Etat prolétarien : stade pendant lequel l'Etat prendra sans rougir la succession du capitalisme bourgeois, et où subsisteront des formes transitoires. Le terme des aspirations reste la suppression de la propriété privée.

Gardons-nous toutefois de simplifier à l'excès. Même après l'avènement supposé du pur communisme, il faudrait distinguer plusieurs catégories de biens : d'une part, les instruments de production et les fruits du travail collectif, qui sont évidemment propriété de la collectivité ; d'autre part, les biens de consommation, c'est-à-dire les fruits qui n'ayant pas été réinvestis en entreprises, ont été distribués aux individus. Ces biens, constituant même une petite épargne, resteraient objets de propriété privée. Mais est-ce là une vraie concession au droit de propriété privée, ou n'est-ce pas seulement l'acceptation d'une nécessité inhérente à la consommation ? Comment consommer des biens sans se les approprier ?

La même crainte d'être trop simpliste revient quand on lit la nouvelle Constitution russe, qui reconnaît la propriété des revenus fondés sur le travail individuel des paysans et des petits artisans, voire la propriété de la maison d'habitation [7]. Ne parlons pas des slogans publicitaires : « Le communisme défend la petite propriété », sollicitude qui s'élargirait même jusqu'à embrasser la moyenne propriété. Nous en reparlerons, lorsque l'encyclique elle-même (n. 57) nous mettra en garde contre la tactique communiste. Quant au nouveau Code soviétique, il n'est pas pour nous surprendre, puisque, selon les théoriciens du marxisme, ce n'est pas en un jour que peut s'établir le communisme.

Plus troublants (ou plus rassurants) ces textes de Marx et Engels, extraits du *Manifeste communiste* :

« Le caractère distinctif du communisme n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise... On nous a reproché, à nous communistes, de vouloir abolir la propriété personnelle, péniblement acquise par le travail, propriété que l'on déclare être la base de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance individuelle. La propriété personnelle, fruit du travail d'un homme ! Veut-on parler de la propriété du petit bourgeois, du petit paysan, forme de propriété antérieure à la propriété bourgeoise ? Nous n'avons que faire de l'abolir, le progrès de l'industrie l'a abolie ou est en train de l'abolir. » (Cité par Ducattillon, p. 89).

Conclurons-nous avec le R. P. Ducattillon : « Il semble donc qu'il y a pour le communisme propriété et propriété, et que c'est une forme particulière, la propriété bourgeoise, qu'il entend supprimer en la collectivisant » ? Sans oser contredire à une si ferme étude, nous gardons un doute sur ce point. Vraiment Marx se propose-t-il de sauvegarder la petite propriété ? Il ne le dit pas. Il constate que le capitalisme dévore cette petite propriété. Si Marx se décharge du reproche sur le capitalisme, il ne proteste pas non plus contre l'opération et s'apprête à en cueillir les résultats.

On connaît d'ailleurs l'opposition de Marx à l'égard de Proudhon. Ce dernier se posait en défenseur de la petite propriété paysanne et du patrimoine des classes moyennes ; sa fameuse apostrophe : « La propriété c'est le vol », ne visait que les abus de la grande propriété. Marx au contraire n'entend pas entrer dans ces compromis. La dialectique s'y oppose.

En somme, nous ne voudrions pas être simplistes ; pas davantage nous ne voudrions être dupes. Nous reconnaissons donc que le communisme abandonne la propriété des biens de consommation, concession qui n'en est pas une. Quant à admettre qu'il respecte la petite propriété, mises à part les raisons de propagande ou d'étape dans la réalisation, nous pensons que la logique du marxisme s'y oppose. Reste à se demander, il est vrai, s'il est jusqu'au bout logique avec lui-même.

### 5° *Mariage et famille*

« *En refusant à la vie humaine tout caractère sacré et spirituel, une telle doctrine fait nécessairement du mariage et de la famille une institution purement conventionnelle et civile, fruit d'un système économique déterminé.* » *(D. R.,* 11).

Comme toute autre institution humaine, le mariage et la famille non seulement s'adaptent aux vicissitudes économiques (ce qui renferme une part de vérité), mais en sont la résultante. Le mariage actuel, monogame et indissoluble, — ce que les communistes appellent le « mariage bourgeois », — résulte de notre régime économique égoïste, caractérisé par la propriété privée et le droit d'héritage. Marx, il est vrai, s'est peu occupé de la question. Ses compagnons et disciples l'ont complété. Ainsi Engels écrit : « La monogamie est née de la concentration de grandes richesses dans les mêmes mains — celles d'un homme — et du désir de transmettre ces richesses par héritage aux enfants de cet homme à l'exclusion de tout autre. » Bebel ajoute : « Sous la pression des conditions sociales, (le mariage bourgeois) est imposé par les classes sociales dirigeantes à ceux-là mêmes qui n'ont rien à laisser après leur mort [8]. »

[7] Textes dans Ducattillon, *op. cit.*, p. 87-88.

[8] Cité dans *D. A. P.* 25 juin 1936 : « Le marxisme peut-il être familial ? »

La suppression de la propriété privée et de l'héritage modifiera nécessairement la nature du mariage. Ce n'est pas à dire que le communisme de la propriété entraîne le communisme de l'amour ou la communauté des femmes, selon les rêves grossiers de certains utopistes. La femme sera au contraire libérée. N'attendant plus sa subsistance du mari, mais de la collectivité où elle a sa place de travailleuse, elle sera capable de traiter avec l'homme en parfaite égalité. Le mariage, dit-on, ne sera plus un marchandage, mais un acte spontané, réglé par l'amour seul [9].

Les théoriciens marxistes auraient-ils préconisé la polygamie ? La règle du mariage est l'amour, disent-ils ; l'amour étant exclusif, on peut concevoir que naturellement le mariage sera monogame. Conclusion aussi fragile que la passion qui l'étaie, n'est-ce pas ? Quant à la stabilité, pourquoi s'en embarrasser ? L'amour est parfois versatile ; la séparation est alors un bienfait. Pleine liberté existera donc de contracter et de se séparer. Bebel conçoit le mariage comme « un contrat privé sans intervention d'aucun fonctionnaire ». C'est l'union libre.

Sans doute il y a l'enfant. Comment échapper à la tentation de l'éviter ou de le supprimer ? Plus honnêtes en cela que les réalisateurs bolchevistes, les anciens marxistes condamnaient ces pratiques et les imputaient à la corruption bourgeoise. Ils envisageaient donc le problème de l'enfant. Leur solution est que l'enfant appartient à la collectivité ; à elle de l'éduquer. « La garde et l'éducation de tous les enfants deviennent une affaire publique, la société prend un soin égal de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels. » (Engels). Le premier âge réclamant les soins maternels, on les lui assurera « aussi longtemps que cela paraîtra possible et nécessaire ». Dès qu'on pourra, l'enfant sera soustrait au milieu familial et livré à la collectivité, qui seule est capable de l'éduquer, c'est-à-dire de le libérer des préjugés qui retardent l'avènement de l'homme nouveau.

Cet enseignement n'est pas resté lettre morte. On le trouve dans des textes récents de la propagande communiste. (Il est vrai que plus récemment encore nos communistes se sont faits les défenseurs de la famille ; mais nous en reparlerons).

La même doctrine a inspiré le Code matrimonial russe de 1920 : reconnaissance de l'union libre (ou mariage de fait), qui jouit des mêmes droits que le mariage enregistré ; droit unilatéral de divorce, sans autre motif que le désir d'un des conjoints ; la série des divorces peut être indéfinie : c'est la polygamie successive ; et même rien n'empêche plusieurs mariages de fait d'exister simultanément. Les époux de fait ou enregistrés sont entièrement libres et égaux : aucune obligation de cohabiter, aucune autorité de l'un sur l'autre. Ils ont cependant l'obligation d'entretenir leurs enfants, obligation à laquelle le père facilement se soustrait. D'ailleurs on préfère éviter l'enfant.

Le résultat a été, au moins dans les grandes villes, ce qu'on a pu appeler « une chute verticale de la natalité ». On ne méconnaît pas impunément les lois naturelles les plus élémentaires. Pour parer à l'urgence du péril, une loi a été publiée le 30 juin 1936. Elle interdit l'avortement ; on ne l'admet « que dans les cas exclusifs où la grossesse est une menace à la vie de la mère ou si elle est très nuisible à sa santé » ; elle édicte diverses mesures pour rendre le divorce plus difficile et encourager les familles [10].

### 6° *La société communiste et l'Etat prolétarien*

Le Pape achève l'exposé doctrinal du communisme par une vue de ce que sera la *société communiste* et *l'Etat prolétarien*, dictature provisoire, qui doit y acheminer :

« (La société) serait une collectivité sans autre hiérarchie que celle du système économique. Elle aurait pour unique mission la production des biens par le travail collectif et pour unique fin la jouissance des biens terrestres... Bref, on prétend ouvrir une ère nouvelle, inaugurer une nouvelle civilisation résultant d'une évolution aveugle : une humanité sans Dieu !... Voilà le nouvel Evangile que le communisme bolchévique et athée prétend annoncer au monde comme un message de salut et de rédemption ! » (*D. R.*, 12, 14).

Ce mot fait écho au premier mot qui sert de titre à notre encyclique. Il ramène, en une pensée douloureuse, le visage du Divin Rédempteur, le seul qui puisse sauver l'homme.

## II. — L'esprit social a travers les revues

1. — Nos lecteurs, qui ont moins de goût pour les querelles partisanes que pour l'examen sérieux et impartial de toutes les données de fait susceptibles d'éclairer nos jugements, nous sauront gré de leur présenter succinctement, à la suite du R. P. Dillard dans les *Etudes* [1], les principales leçons qui se dégagent de l'*Enquête sur la production* récemment menée chez nous. Ils y trouveront d'abord la confirmation du jugement clairvoyant et courageux porté par le cardinal Verdier, dès le 5 juin 1936, en un message qui reste présent à toutes les mémoires : « Devant les déficiences de notre ordre social, nous devons tout d'abord nous frapper la poitrine. Et à tous, en face des désordres qui se multiplient, je rappelle la parole du Christ : « Que celui qui est sans péché jette la première pierre. » — On reconnaîtra aussi combien l'Eglise est sage en nous conjurant de ne pas nous épuiser en vaines récriminations rétrospectives, ou en disputes sur des réformes superficielles. Les enquêteurs n'étaient certainement pas des moralistes d'abord, et pourtant leurs conclusions aboutissent toujours à ceci : que, pour faire renaître la prospérité dans les entreprises, il faut d'abord remettre de l'ordre dans les âmes. Ce n'est pas ici qu'une semblable affirmation fera l'effet d'une découverte.

A présent, nous voudrions nous contenter de résumer et de citer.

[9] « Attirer la femme à un travail social et productif ; l'arracher à l'esclavage domestique abrutissant et humiliant, à toute cette ambiance éternelle de la cuisine et de la chambre d'enfant, c'est là notre programme le plus important. » Ce texte de Lénine était encore cité par le journal bolchevique *Troud* (8 juin 1936) dans un article qui célébrait avec enthousiasme la participation de la femme au travail industriel. Au même moment, le gouvernement russe s'apprêtait à donner un brusque coup de barre dans le sens du redressement familial.

[10] Analyse de cette loi dans *D. A. P.* 25 déc. 1936, p. 2699 et suiv. — Pour la période qui précède et la doctrine marxiste, voir Lavaud, *Monde moderne et mariage chrétien*. — Sur l'émancipation de la femme, se reporter à *Casti connubii*, édit. Spes, p. 67.

[1] 20 janvier 1938. Voir aussi *Dossiers de l'A. P.*, 25 janvier 1938.

Donc, selon le rapport général, « il s'agissait d'examiner la situation présente de l'économie française, d'étudier les conditions d'équilibre entre la production et la consommation, et d'envisager les dispositions de nature à contribuer à la reprise de l'activité économique. »

D'abord le problème du *chômage*. Il se présente ainsi : « D'une part, 300.000 chômeurs ; d'autre part, des industries qui manquent de main-d'œuvre et n'arrivent pas à la trouver, si bien que le Comité d'Enquête en arrive à réclamer une politique d'immigration plus souple et un appel pressant à la main-d'œuvre étrangère. » Une première raison de ce paradoxe n'est pas propre à la France. Les ouvriers veulent (ou parfois, hélas ! doivent) gagner vite, ce qui porte à sacrifier l'éducation professionnelle ; les patrons, hypnotisés par la crise, n'ont pas prévu la relève de leurs techniciens, nécessaires à l'encadrement des manœuvres. Mais voici ce qu'on ne trouve guère que chez nous : la main-d'œuvre manque dans les mines, dans l'agriculture, parce que l'ouvrier français refuse ces formes de travail, quel que soit le salaire, les trouvant bonnes tout juste pour des étrangers qu'il considérerait facilement comme étant de civilisation inférieure. Ce n'est pas qu'il y ait insuffisance physique, faiblesse de la race : les faits le prouvent. D'autre part, des réformes intelligentes (organisation du travail, logement, hiérarchie des salaires) pourraient exercer une influence heureuse. « Mais surtout il y a là un problème d'éducation sociale. » — « La révolution sociale sera morale ou elle ne sera pas, » disait déjà Péguy. Morale : donc religieuse, donc chrétienne. Et voilà pourquoi nos mouvements de jeunesse ont entrepris de réhabiliter le travail, tout travail, aux yeux de l'ouvrier.

Deuxième problème : *l'organisation patronale*. « Le Comité a été souvent gêné dans son enquête par le manque de documentation économique. Certains groupements patronaux se déclarent hors d'état de fournir des données statistiques et des éléments d'information nécessaires. Il en est de même pour plus d'un groupement ouvrier. Dans les administrations on ne trouve que des renseignements anciens ou incomplets. »

Défiance ombrageuse, empirisme industriel généralisé : deux traits spécifiquement français, qui placent notre organisation scientifique dans une situation bien inférieure à celle des autres pays. Nous citons :

« Là où les renseignements existent, on refuse de les centraliser. Là où l'organisme central existe, il est incapable de s'imposer. Est-il croyable que les industriels français, d'après les conclusions du Comité d'Enquête, soient parfois dans l'impossibilité de connaître les divers éléments de leurs prix de revient ?... L'individualisme français s'est jusqu'ici farouchement opposé aux ententes entre producteurs, surtout si une pression quelconque se faisait sentir de la part de l'Etat. Aujourd'hui nous payons les concurrences onéreuses... La moralité du commerce a baissé et les pratiques condamnables, les concurrences déloyales, font actuellement un tort indéniable à la profession... De nombreux transporteurs n'ont pas encore modifié les conditions du travail de leurs employés et beaucoup n'appliquent qu'imparfaitement les sentences arbitrales, faussant ainsi de manière regrettable les conditions de la concurrence... Il y a là une question grave. Ces désordres, cette paresse organisatrice qui sévit aussi bien dans l'Etat que dans l'entreprise privée, sont à la racine des maux dont nous souffrons. C'est là que gît le problème, c'est à ce mal qu'il faut s'attaquer. Il est regrettable que, dans un bon nombre de branches d'industrie, on cherche la solution paresseuse d'une protection douanière ou de l'organisation de nouveaux contingentements (par exemple dans le textile), voulant ainsi construire une digue artificielle derrière laquelle on pourrait abriter les désordres de l'organisation. »

Tel détail de ce tableau assez sombre, la répugnance des chefs d'industrie à renseigner sur leurs affaires, par exemple, pourrait à la rigueur s'expliquer par des appréhensions compréhensibles. L'ensemble ne laisse pas de doute : on ne veut rien changer à ses routines, pas même (sinon surtout) pour favoriser une réforme générale que rend cependant nécessaire l'esprit d'initiative plus grand des industriels étrangers. On préfère s'en tenir au trop fameux *système D*, sans voir que, le voisin faisant de même, cette solution paresseuse est un leurre pour tous. Seuls en profitent, en fin de compte, les moins scrupuleux capables de recourir aux « habiletés » les moins avouables pour rester debout les derniers. — « *On n'est pas général parce qu'on est fils de général : on n'est pas patron parce qu'on est fils de patron,* » proclame très justement l'*Action Patronale*. Quand donc les chefs d'entreprise comprendront-ils que sur le terrain économique aussi, la victoire est aux troupes organisées et non aux bandes de francs tireurs ? Si les intéressés ne veulent pas de la contrainte (on voit trop d'où elle pourrait venir...), il est grand temps qu'ils se disciplinent eux-mêmes, ce qui exige un réveil de la conscience, une volonté décidée de soumettre à sa loi la vie professionnelle comme la vie personnelle et la vie familiale, et, en fin de compte, *la foi*. Nos amis de la C. F. P. n'ont certainement pas dit que cela au Gouvernement quand il leur a demandé leur avis de patrons chrétiens relativement au *Statut moderne du Travail* ; mais ils ont aussi dit cela.

Et *la semaine de 40 heures ?* On pense bien que la Commission ne l'a pas négligée. Les enquêteurs ont demandé des aménagements et assouplissements, pour la plupart réalisés depuis par décret. Mais l'examen de cette question les avait mis en face de deux intransigeances violemment opposées. « Le patronat semble avoir, ici ou là, considéré la suppression de la semaine de 40 heures comme la méthode la plus simple de réduire les prix de revient et, par là, de se remettre en posture favorable vis-à-vis de la concurrence, intérieure ou extérieure. » Inversement les ouvriers estiment que dans sa teneur la réglementation actuelle est assez souple.

« Toute l'enquête révèle cette position intenable d'un front patronal et d'un front ouvrier opposés l'un à l'autre, sans qu'aucune atmosphère de confiance et de collaboration permette l'entente. Nous vivons socialement en atmosphère de guerre civile. Au fond, cette situation est fortifiée par la structure même de notre organisation sociale. En favorisant la concentration horizontale des forces sociales, le syndicat, dans son état actuel, qu'il soit patronal ou ouvrier, organise des fronts et poursuit une politique d'équilibre de forces. Qu'il le veuille ou non, il est esclave d'une doctrine de lutte de classes. »

Le remède est et ne peut être que dans une réforme des mentalités, « l'esprit de collaboration substitué à l'esprit d'opposition ou de concurrence, l'esprit chrétien substitué à l'esprit marxiste. » Donc toujours la même conclusion.

Nous la retrouverons pareillement au *problème du prix de revient*. Il faut, pour améliorer ce prix, accroître la production, déterminer une « reprise ». Mais il faut pour cela que rentrent en France les 60 milliards de capitaux qui s'en sont évadés :

« Les grèves sociales nous paraissent en réalité moins importantes que la grève du capital à laquelle nous assistons depuis plus d'un an... Là encore, nous retrouverons d'une façon aiguë le double front du travail et du capital, tous deux sur le pied de guerre... Or le problème du retour des capitaux n'est pas seulement un problème financier ni un problème économique ; il est un problème avant tout psychologique

**et moral... La seule solution possible est une réforme générale de la mentalité nationale. Il faut à tout prix** que nous arrivions à faire cesser la guerre sociale économique, l'alternance de la grève de l'ouvrier et de la grève du capital. Il nous faut à tout prix collaborer. »

Pour finir, l'auteur, se refusant à courir le risque des aventures dont on rêve à droite et à gauche (abrogation des avantages obtenus en 1936 par les ouvriers, contrôle des changes et direction de l'économie), propose sagement une tierce solution que n'ont pas suggérée les enquêteurs et qui pourtant ressort de toute l'enquête ; car la logique des choses est plus infaillible que celle des hommes, cédant moins facilement qu'eux à leurs mesquines passions : « Entre les deux, dit-il, il nous semble qu'il y a place pour la France, et qu'il ne serait pas impossible, pour collaborer, de lui faire retrouver le sens de ses traditions chrétiennes. »

Belle tâche, constructive celle-là, pour laquelle il serait sans doute plus facile que pour telles autres d'obtenir l'adhésion unanime et l'effort concerté de tous les catholiques. Combien n'attendent plus que cette marque de vitalité de notre foi pour se remettre à marcher avec nous !

2. — Car le bien et le mal restent étrangement mêlés en notre société française, aujourd'hui apostate, mais que le christianisme avait si profondément pénétrée. Faut-il que tant de sujets d'inquiétude nous empêchent de voir les motifs d'espérer ? L'Eglise ne le pense pas, ayant toujours su, bien plutôt, mettre à profit ce qu'elle trouvait d'utilisable en un milieu donné, malgré ses déficiences et ses tares. Aussi le cardinal Verdier était-il bien dans sa tradition quand aux Ambassadeurs, le 10 décembre dernier, parlant de *L'Eglise et la liberté spirituelle de l'heure présente*, il adjurait la France de se ressouvenir de sa mission, de « réaliser dans ses institutions et plus encore dans ses mœurs ce régime idéal où, sous une ferme autorité reconnue et aimée, les individus, les familles et les institutions jouiront d'une sage et féconde liberté. »

Nous reviendrons sur ce discours quand le texte intégral aura été livré à l'impression. En attendant, nous voudrions en retenir seulement une idée, d'ailleurs capitale pour nous, à laquelle les événements donnent un regain d'actualité : la dignité et la liberté de la personne humaine. Avec autant de courage que de clairvoyance, le cardinal nous montre quel parti nous pouvons tirer, chez nous, en France, de cette Déclaration des Droits de l'homme aux « affirmations contestables » et aux « prétéritions dangereuses », mais dont l'influence réelle sur le corps social n'a plus à être démontrée. Ses confusions et ses lacunes, si graves soient-elles, ne doivent pas nous empêcher de nous souvenir qu'elle met dans l'ignorance, l'oubli et le mépris des droits de l'homme les causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements ; qu'elle préconise une confrontation permanente des actes du pouvoir avec le but de toute institution politique. « De telles propositions, note le cardinal, sont bien apparentées aux enseignements de l'Eglise. Il me plaît de souligner ces lignes où il est dit que tous les malheurs publics et la corruption des gouvernements viennent de l'oubli et du mépris des droits sacrés et imprescriptibles de la personne humaine. » L'Assemblée qui entreprit de proclamer ces Droits ne fut pas heureuse quand elle essaya de les définir. L'Eglise catholique l'avait heureusement devancée, préférant à une énumération platonique, des affirmations et revendications adaptées aux circonstances, toujours commandées par une vue très claire du fondement de ces droits sacrés et imprescriptibles : « la destinée naturelle et surnaturelle de l'homme, ce que le chrétien appelle d'un si beau mot : le salut... Ne sacrifiez jamais cet idéal de la prééminence de la personne humaine à des idéologies nouvelles ! »

Si nous avons retenu ces lignes, c'est qu'elles nous aident à mieux comprendre, d'une part la portée de cette croisade pour la personne humaine à laquelle nous assistons, et certes pas en spectateurs indifférents, d'autre part la gravité de la menace que fait peser sur les peuples comme sur les âmes le totalitarisme avec lequel l'Eglise est actuellement ici et là en conflit. A titre d'exemple, on aimera trouver ici quelques-unes des réflexions d'un si haut intérêt que les événements suggéraient à un de nos meilleurs publicistes, M. Lucien Romier, et qu'il intitulait : *Le combat religieux en Europe* [1].

L'auteur explique d'abord l'apparition des gouvernements totalitaires à ce moment où nous en sommes venus de l'histoire de l'humanité :

« Du point de vue historique, tous ces gouvernements sont nés d'une même cause, vieille comme les dictatures : l'excès du désordre et de la misère. Mais comme il s'agissait de peuples européens, ayant une certaine conscience politique, et comme surtout les gouvernements dictatoriaux, pour se former, avaient pris appui sur l'opinion plus que sur la force, il leur fallait, pour conserver leur prestige à l'égard de l'opinion sans se remettre à sa merci, trouver un principe de légitimité. Ce principe de légitimité, pour justifier au moins théoriquement envers l'opinion un état de dictature durable, devait nécessairement flatter un instinct dominant dans le caractère ou les aspirations de chaque peuple. Aucune dictature, par définition, ne peut chercher sa légitimité dans l'adhésion du libre arbitre personnel ou de la croyance spontanée. Il lui faut trouver un thème qui refoule l'individu. Mais il y a la mesure... »

Cette mesure a-t-elle été gardée ? N'a-t-elle pas plutôt été dépassée, diversement d'ailleurs, et selon des modalités qu'expliquent tant les traditions et le génie propre des peuples que l'état économique, social, religieux... où les trouva la révolution politique ?

« L'instinct dominant d'un peuple défait, humilié par le désordre et la misère, est d'abord de réagir contre les abus et les institutions auxquels il attribue, à tort ou à raison, ses malheurs. C'est aussi d'échapper, par l'exaltation d'une vertu ou d'une réussite qui lui soit propre, au complexe d'infériorité.

Le peuple russe était soumis au gouvernement et à l'administration les plus archaïques d'Europe. Il était encore, bien que bon ouvrier et très inventif, le plus arriéré pour les sciences appliquées. Le marxisme abstrait et violent de Lénine chercha sa légitimité dans la destruction complète du régime ancien, politique et social. Mais le complexe d'infériorité ne cessa qu'avec Staline, qui a persuadé le peuple russe qu'il serait, un jour, le peuple le mieux outillé de la terre. A tel point que la plupart des procès politiques ou de trahison sont couverts devant l'opinion par des accusations de crimes contre l' « outillage » ou le « rendement. »

En Italie, Mussolini commença par détruire toutes les formes du parlementarisme, d'autant plus impopulaires que pendant cinquante années de suffrage restreint, le peuple n'avait pas voté. Puis, élève de Georges Sorel, il chercha sa légitimité dans la doctrine des élites et des minorités agissantes, conforme aux traditions d'un peuple habitué à suivre des « *condottieri* » ou des « *caporali* ». Il abolit le complexe d'infériorité par le culte de l'ancienne Rome, par les défilés, les sports, l'idéalisation de toutes les activités, par une propagande dénigrant l'étranger, par la résurrection de

[1] Reproduit par les *Cahiers d'Action Religieuse et Sociale* 15 décembre 1937. Voir aussi *Dossiers de l'A. P.* du 25 nov. 1937 : « Une entreprise de dépersonnalisation : la jeunesse du IIIe Reich. »

l'Empire, et en faisant de sa propre personne le représentant de l'amour-propre italien.

En Allemagne aussi, destruction de ce qui était impopulaire ; puis lutte systématique contre le complexe d'infériorité par des manifestations intérieures et extérieures. Mais il faut se rappeler que l'Allemagne n'a jamais produit de révolution au sens actif, sauf des révolutions religieuses comme celle de Luther. La révolution hitlérienne transforma l'orgueil allemand en religion, la religion de la race. »

On ne sera pas étonné de retrouver en ces analyses la pénétration de l'écrivain à qui nous devons, avec de si belles études sur les derniers Valois et sur les guerres de Religion, cette *Explication de notre temps* qui fut une révélation pour beaucoup.

La conclusion de M. Lucien Romier peut étonner à première vue un lecteur insuffisamment attentif à la marche des événements ; nous pensons qu'elle rend bien mieux compte que certaines affirmations hasardeuses, malveillantes et parfois insolentes, de rapprochements hier tout à fait imprévisibles et dont il serait assez téméraire de dire actuellement ce qu'ils préparent :

« Tous ces régimes dictatoriaux sont, aujourd'hui, en conflit à la fois avec les religions traditionnelles de l'Europe et avec l'humanisme laïque ou rationaliste, parce que religions traditionnelles et humanisme ont un principe commun, irréductible : la personnalité de chaque conscience humaine. C'est contre ce principe que buttent les tentatives du communisme russe pour rallier les catholiques et les protestants de l'Europe à un front d'opposition a l'Allemagne... Rassemblés, pour une commune défense, dans les zones de l'Europe et du monde où survit le respect de la personne humaine, les vieilles ennemies, religion catholique, confessions protestantes, religion israélite, philosophies rationalistes et agnostiques, libre-pensée, font un camp imprévu et singulier. Avec tant de richesses morales, dans ce camp sont les plus grandes richesses matérielles. Peut-être n'y manque-t-il, pour relever des chances mal soutenues, qu'un sentiment plus exact et plus généreux de la grandeur de ce qui est en cause. »

Evidemment il s'agit ici de tout autre chose que de *politique* au sens péjoratif qu'a trop souvent ce mot. Comme le notait le cardinal Verdier, « les nécessités des temps et des lieux imposent aux peuples des formes sociales et politiques variées... Mais nul n'a le droit de changer l'ordre naturel des choses... Les individus, les institutions et les Etats restent toujours les serviteurs de la liberté, » et on a méconnu ce grand principe dans notre histoire contemporaine quand on a « substitué » à ce primat de la personnalité humaine « des idoles au culte desquelles la liberté est souvent immolée. »

Qu'il ne faille pas trop se hâter de sourire en face de rapprochements bien faits d'ailleurs pour nous déconcerter, c'est ce qui ressort de confidences faites récemment à un journaliste belge par l'honnête homme et noble écrivain qu'est Georges Duhamel : « Je suis né d'une famille catholique. J'ai fait ma première communion. L'éducation et l'enseignement qu'on m'a donnés étaient catholiques. Cependant, à dix-sept ans, j'ai perdu la foi... et je ne l'ai plus retrouvée depuis. L'aurai-je un jour ? Je n'en sais rien : cela ne dépend pas de moi. La foi ouvre sur un système du monde. Le rationalisme en propose un autre : il ne nous donne pas la paix... » — Et après avoir rappelé combien « dans la bataille de la vie » il se sent proche des « catholiques sociaux », après avoir dit que sa position a reçu l'assentiment de rationalistes parmi lesquels des savants illustres, Duhamel ajoutait : « Que signifie cet assentiment ? N'indique-t-il pas une très réelle tendance à l'apaisement, entre la connaissance rationaliste et la connaissance intuitive et religieuse ?... Je souhaite qu'il me soit permis d'employer la fin de ma vie à favoriser cette alliance. Vous savez mieux que moi quel est l'esprit de S. Thomas d'Aquin et que la réconciliation de la foi et de la raison est l'essence du thomisme [1]. »

Nous savons bien que la raison, quand elle cesse d'être *raisonneuse* à l'excès pour redevenir *raisonnable*, la grâce aidant, conduit à Dieu. Alors il n'est peut-être pas si étonnant qu'effrayés par tant de ruines accumulées déjà, inquiets d'un avenir gros de menaces immédiates, des rationalistes hier encore déchaînés contre nous commencent à entendre raison. Faudra-t-il que, pour ne pas compromettre la tranquille jouissance des biens qui sont nôtres déjà, nous les rejetions cruellement à leur détresse, ou au contraire que, *la foi étant sauve, bien sûr* (et ils en ont autant que nous besoin), nous nous fassions plus compréhensifs, plus fraternels que jamais pour les accueillir ?

3. — A cette question chacun a très spontanément répondu. Mais parce que ce serait bien peu de s'en tenir à une déclaration, même sincère, que les actes ne suivraient pas ou pas d'assez près, on fera heureusement son profit des réflexions si actuelles, sur le ministère sacerdotal pris dans son ensemble et en particulier sur la façon de présenter la religion, qu'on pouvait lire récemment dans *l'Union* (n° de janvier 1938).

C'est le pro-Recteur de l'Institut Catholique de Paris, Mgr de la Serre, qui présentait l'évolution du ministère sacerdotal. Après avoir constaté que « notre ministère, commencé à la veille de la Séparation, a gardé longtemps un esprit concordataire » (c'était inévitable), après avoir rappelé aussi, non sans mélancolie, que l'après-guerre n'a pas été du point de vue religieux ce qu'un moment nous avions espéré, l'auteur précise ainsi le devoir du moment et l'esprit dans lequel on doit l'aborder :

« Ce qui nous apparaît de plus en plus, c'est l'importance dans chaque cas individuel, de l'Esprit qui nous anime, la nécessité de la charité compréhensive, la puissance de la bonté, les multiples occasions dont la banalité apparente ne doit pas dissimuler la fécondité. Mais si la valeur de l'action personnelle nous semble soulignée par notre expérience, c'est à une organisation collective du Ministère sacerdotal que nous avons assisté. Les associations ont été de plus en plus la loi nécessaire... Nous avons formulé la nécessité des œuvres autour de la paroisse : actuellement, on entend des curés se plaindre des « œuvres contre la paroisse », tellement elles se sont développées. Un esprit d'enquête, d'organisation logique, un souci de rationalisation des efforts, la loi de la spécialisation, l'envahissement de la technique, ont amené des classifications plus nombreuses, des codifications des méthodes d'apostolat.

Ainsi l'assaut est donné, plus intense, plus particularisé ; l'Esprit qui bouillonne dans une élite tend à la soulever par moments, et nous savons ce que valent ces jeunes forces qui nous ont étonnés par leur sincérité, leur courage, leur fierté, la conscience de leur mission de salut. Le problème reste écrasant et grave. Il faut refaire la vie chrétienne régulière par une série d'actions intenses, mais isolées : récollections, sessions, retraites. Il faut avec ces points retracer la ligne continue de l'existence entière et entièrement croyante. Il faut, au fond, refaire une Chrétienté, et pour cela, faire même éclater en bien des points les cadres de l'existence normale, parce qu'ils sont devenus païens et que les forces sociales et économiques, sinon politiques, sont sourdement ou violemment hostiles à l'esprit de l'Evangile.

[1] *XXe siècle* de Bruxelles, d'après *la Vie catholique*. 26 fév. 1938.

Nous revenons au temps de la première conversion du monde ; nous nous étions occupés au séminaire, comme de la question primordiale, du message et des temps du Christ ; c'est à revivre l'époque suivante, celle de la diffusion du Christianisme, que notre âge mûr est invité. La lutte de la qualité contre la quantité est le poignant spectacle et l'effort des années présentes.

Comment le ferment chrétien a-t-il, pour la première fois, tout en se séparant du monde, vaincu le monde par la valeur de ses vertus et son développement mystérieux : c'est ce qu'il nous faut savoir, car c'est encore le souci de l'heure actuelle où il s'agit, par les méthodes de l'Action catholique, d'entraver la propagation du mal, de rétablir l'équilibre, et de ramener une génération à son devoir et aux espérances chrétiennes. »

Et l'enseignement religieux, comment le présenter aux hommes d'aujourd'hui ? Il ne s'agit pas de « moderniser » l'Evangile au sens d'une altération sacrilège par faiblesse coupable pour les caprices du moment. La dernière aventure de ce genre est encore trop récente pour que nous en ayons oublié les leçons. Mais le problème est celui-ci : étant bien entendu que tous les articles du *Credo* sont pour nous d'un prix infini, qu'ils forment d'ailleurs une synthèse parfaite à laquelle on ne saurait soustraire un seul élément sans rompre l'équilibre de l'ensemble, par quel côté faut-il présenter *d'abord* cet ensemble, pour ne pas rebuter du premier coup les hommes de notre génération, mais engager bien plutôt ceux qui nourrissent contre le catholicisme des préventions, sans fondement sinon sans excuse, à l'étude personnelle qui les éclairera s'ils en sont dignes? Chaque époque a ses préférences généralement bien explicables, et on sait que notre XVII^e siècle goûtait particulièrement « de la foi d'un chrétien les mystères terribles ». Qu'il reste chez nous des traces de cet esprit, que plusieurs vivent ou enseignent à vivre une religion plus ou moins morose, c'est certain. Mais il l'est aussi que nous nous tromperions étrangement si nous pensions que cet aspect du christianisme soit le mieux fait pour servir de point de départ à une apologétique efficace. De Renan à Maurras, en passant par Gide et Alain, tant de faux prophètes ont dénoncé le catholicisme comme faiseur de tristesse qu'il est de toute première importance d'ôter jusqu'à l'apparence de fondement à cette imputation calomnieuse ! D'où le grand intérêt de cette page où le R. P. Plus nous donne en raccourci tout un programme d'apologétique :

« Si devant le Messianisme exalté d'une doctrine prêchant la joie de vivre et assurant les moyens d'accorder à tous le bonheur ici-bas, nous présentons une religion à l'aspect gris, semblant interdire les possibilités de s'épanouir et ne brandissant pour « slogan » que le mot : *Suppression, suppression, suppression,* il faut s'attendre à ce que les masses qui s'étaient jadis ébranlées en entendant parler de la « Bonne Nouvelle » désertent, si la « Bonne Nouvelle » leur est annoncée sous forme de Nouvelle ennuyeuse et dépourvue d'essor.

Les grandes difficultés contre la religion à l'heure présente ne sont pas historiques, scientifiques ou théologiques (nous entendons pour la masse), mais elles émanent de ce soupçon que le Catholicisme prêche une doctrine hors de la vie, à côté des besoins de l'homme. Comprenant mal la *résignation,* on en fait un synonyme de stagnation, alors que l'acceptation chrétienne n'est nullement un nirvâna ou un opium et suppose l'effort maximum pour triompher des obstacles. Comprenant mal la *notion de salut,* on imagine que l'Evangile se préoccupe uniquement de l'avenir personnel de chacun et néglige l'amélioration du sort de la masse. Comprenant mal la *notion chrétienne de l'espérance,* on déclare (les Sébastien Faure et autres) que l'Eglise, mettant tout le but de la vie dans l'au-delà de la vie, n'a que faire de prêcher le souci de changer l'ici-bas.

Il nous faut revenir incessamment sur ces trois déformations, et mettre au point, dans la lumière vraie et si épanouissante de l'Evangile. On fera davantage, on montrera :

1° Que *leur* sur-humanité rêvée reste vague et imprécise, tandis que notre idéal chrétien est de faire parvenir le Christ à la plénitude de l'âge parfait. Urgence pour nous de bien connaître et de prêcher la sublime doctrine de notre Incorporation à Jésus-Christ. Elle est la clef ; il faut que chacun apprenne à la manier.

2° On montrera que le christianisme n'est pas d'abord une religion d'amputation (certes !), mais de *vie : « ut vitam habeant »*, la Samaritaine, le Baptême et les réponses aux interrogations du début : « Pour avoir la vie éternelle, » le discours après la Cène, et que le Christ nous a rapporté la vie divine perdue... « afin que notre joie soit parfaite. »

3° On montrera que là où l'Evangile demande de se renoncer [1], ce n'est point pour amoindrir la vie ou l'anéantir, mais pour l'exalter. (En quoi de boire à toute source, même empoisonnée, comme le conseille Gide, enrichit-il, et surtout assainit-il ?).

4° On montrera que le christianisme n'a pas inventé la croix, mais — ce qui est différent — le courage de supporter la croix. La vie à elle toute seule se charge bien de nous éprouver, qu'on soit catholique ou communiste. La croix, si l'on ose dire, n'est point chose « confessionnelle ». Tout homme qui naît est un homme qui souffrira. L'Evangile n'a point créé les misères de la vie, il en donne la clef. Par la force des choses, toute voie de progrès est un sentier qui monte et donc qui exige de la peine. Ce n'est point inhumain que soit au bout un Dieu crucifié. Quoi de plus capable, au contraire, d'entraîner l'humanité à la tâche surhumaine de se dépasser ? Stupidité de prétendre que la croix est faite pour nous évanouir à son ombre, alors qu'elle est faite pour *nous épanouir* à sa clarté. La nuit ne vient pas du Christ ; il est, dans la nuit, la lumière : « *Ego lux.* »

5° On montrera enfin que si d'aucuns paraissent en faire trop et embrassent la croix à deux mains, ce n'est point par délire d'exaltation ou pieuse manie. Parce que beaucoup en font trop peu, il en faut quelques-uns pour donner plus que leur part ; ce n'est plus une raison individuelle qui joue, mais *une raison communautaire*. On se dévouera pour les autres. Plusieurs prônent les « confédérations » de peuples ou de syndicats ; l'Eglise a mieux encore à offrir : le dogme de l'intercommunication de tous les humains dans le Christ, la communion des saints.

Quelle folie de laisser entendre, malgré toutes ces raisons (et d'autres encore), que le christianisme pourrait être une religion triste ! Le chrétien seul a le droit et le moyen d'être joyeux : « Qu'il te serve *joyeux* dans ton Eglise, » a-t-il été dit sur lui au baptême. Encore faut-il lui apprendre à se montrer tel : ...*Joyeux et conquérant.* »

C'est l'esprit même de l'Action catholique.

4. — Or nous n'oublions point, au milieu des secousses de la révolution qui s'accomplit autour de nous, que si le but de l'Action catholique est la conquête des âmes, de toutes les âmes, au suave empire de Jésus-Christ, la tâche la plus urgente en est sans doute de restituer l'Evangile à ces petits à qui d'abord le Maître s'adressait.

« Rappelez-vous, écrivait récemment Mgr l'Evêque d'Aire et Dax, que le plus grand scandale du XX^e siècle ce n'est pas la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est la séparation de l'Eglise et de la classe ouvrière.

[1] Le texte porte *prononcer* : nous avons cru qu'il fallait corriger.

Cette séparation s'est faite lentement, parce que, entre autres raisons, les catholiques, raidis dans une attitude boudeuse et hostile, sont restés en marge du mouvement social. Ceux qui ne comprennent pas ces évidences sont parfois des aveugles volontaires qui aiment leur cécité, parce qu'elle est complice de leur quiétude et de leur inaction. Ils sont à l'antipode du militant d'Action catholique, qui veut la lumière en vue de l'action, et en qui les exigences mêmes de l'action développent le besoin de lumière [1]. »

Certains s'étonnent aujourd'hui, affectent du moins de s'étonner, quand ils voient l'Eglise témoigner tant d'intérêt à ces petits dont l'impatience les inquiète. Cet étonnement est peut-être l'indice de bien des confusions, qu'il nous appartient de dissiper.

L'Eglise n'approuve pas les impatiences. Elle a vécu assez déjà pour être prudente, pour savoir que *tout* n'est pas toujours possible *tout de suite*, et que les meilleures causes furent souvent desservies par les excès ou imprudences de leurs défenseurs. C'est tout particulièrement vrai quand un mouvement est en fait dirigé par des meneurs en qui l'on ne peut avoir confiance, et tel est bien le cas de ceux à qui obéissent présentement les plus importantes organisations ouvrières. Mais à qui la faute, et ceux-là sont-ils les plus fondés à s'en plaindre qui verraient volontiers dans l'Eglise un fauteur de désordre? Louis Veuillot, dont la pensée sociale a été fort heureusement tirée de l'oubli par les *Cahiers d'Action religieuse et sociale* (15 déc. 1937), a porté sur ce grave sujet un jugement qu'il faut connaître. Il date en effet de 1848, de l'heure où, de l'effrayante misère des grandes agglomérations industrielles, naissait la révolte socialiste. Veuillot dit avec son habituelle franchise ce qu'il a sous les yeux :

« Je reproche à la bourgeoisie libre-penseuse d'avoir haï Dieu et, par une conséquence naturelle et prévue, méprisé l'homme. Tel est son crime, si elle veut le connaître. Ce crime, elle l'a fait partager, elle l'a imposé, — oui, imposé, par l'exemple, par la ruse, par les lois, à une partie du peuple, et c'est là son péril et sa punition... Et certes, il ne demandait pas l'impiété, ce pauvre peuple, car l'impiété le dépouille et le tue... Le peuple souffre, il devient méchant, il devient sauvage... L'infériorité de sa condition, qu'il acceptait jadis comme une loi de la Providence, moyennant tous les adoucissements que cette même Providence avait préparés et dont l'Eglise était la dispensatrice, il ne s'y résigne plus, depuis qu'elle est la loi brutale d'un hasard qui n'adoucit rien... A la place de l'Evangile de Dieu qui le consolait, il en accepte d'autres qui le rendent fou. Comme un chien devenu furieux à la chaîne, il menace de briser l'ordre matériel et de le mettre au pillage... » (Préface des *Libres Penseurs).*

Le colonel Roullet a rappelé comment, voltairienne jusqu'à la fin du Second Empire, la bourgeoisie, inquiète pour sa situation privilégiée après la terrible secousse de la Commune, prit alors sous sa protection l'Eglise « défenseur matériel de l'ordre et de la propriété [2]. »

Il faut avoir ce passé douloureux présent à la mémoire pour comprendre des déclarations comme celle du cardinal Mundelein, auxquelles, après la *Croix*, l'*Osservatore Romano* assurait récemment une si large publicité, déclarations qui n'ont rien de subversif, puisqu'elles tendent au contraire à redonner au peuple l'âme qu'on lui a prise :

« L'erreur que nous avons commise dans le passé a été de nous faire trop souvent l'allié de ce qui se trouvait hors de la bonne voie. Des patrons égoïstes se sont servis de l'Eglise, l'appelant *la plus grande force conservatrice*, puis ils ont voulu l'utiliser comme une force de police, alors qu'ils payaient un maigre salaire. J'espère que ces jours-là appartiennent définitivement au passé. Notre place est avec les pauvres, avec les ouvriers. Ils attendent de nous des directives et un soutien. On ne peut cacher la menace du communisme : le Saint-Père nous le rappelle. Mais ne permettons pas que de ce péril des profiteurs se fassent un manteau pour couvrir leurs injustices : ils dénoncent le communisme et pratiquent en même temps l'injustice sociale... C'est ici que l'Action catholique doit intervenir ; non pas par les paroles, mais avec des actes... » *(Croix*, 1er mars 1938).

Il ne s'agit pas, on l'entend bien, de ratifier toutes les exigences actuelles de ceux qui se posent en porte-parole des ouvriers, et à qui on a dans le passé, par un déplorable abandon chèrement expié depuis, laissé usurper ce noble rôle. Notre devoir est beaucoup plus complexe : sans nous laisser ni entraîner ni rebuter par certaines surenchères aussi imprudentes qu'injustifiables, reconnaître à la lumière des enseignements de l'Eglise, dont la sagesse fait l'admiration des hommes les mieux placés pour en juger, les droits réels et les intérêts véritables de « ceux qui constituent en toutes les cités le grand nombre » ; et puis, exactement informés de leurs droits et de leurs devoirs, reprendre courageusement notre mission de guides et défenseurs naturels des humbles, des petits, en qui toujours nous reconnaissons Jésus lui-même. Sans faiblesse pour les torts de la bourgeoisie libre-penseuse, Veuillot n'était pas plus tendre pour les « flatteurs de populace », en qui il retrouvait « ce qu'il y a de pire dans la cohue des vices bourgeois » : c'était justice, c'était aussi sagesse. Cette montée du prolétariat à laquelle nous assistons, des esprits avisés l'avaient annoncée dès longtemps [1]. Tandis que d'autres abusaient chez nous l'opinion sur la prétendue stabilité du régime tsariste en Russie, dès 1906 Eug.-Melchior de Vogüé voyait venir le bolchevisme ; et dix ans plus tôt G. Fonsegrive avait prédit cette poussée des masses que la force seule ne saurait contenir. Si nous voulons, comme nous le devons, redresser selon la justice naturelle et relever par la charité chrétienne un mouvement dont le terme est encore inconnu, si nous voulons être à même d'influer effectivement sur la marche des événements, n'est-il pas nécessaire que nous nous rendions exactement compte de ce que pense aujourd'hui l'ouvrier à vingt et quelques mois de sa victoire ?

Les *Dossiers de l'Action populaire* (10 janvier 1938) nous l'apprennent, d'après *Politique*, en des pages qu'il faudrait intégralement reproduire : il est si rare qu'on nous dise en toute vérité *ce qui est*, même si cela ne doit nous causer qu'un médiocre plaisir !

D'abord la question des 40 heures et des congés payés, dont il n'est pas sûr que l'opinion dans son ensemble ait saisi l'intérêt intrinsèque pour l'ouvrier (disons mieux : pour la famille ouvrière saine, telle qu'on aimerait la voir toujours) et aussi la valeur de symbole.

« Il n'est peut-être pas de réforme plus populaire que les « quarante heures » sans diminution de salaire et les congés payés. Ce que l'ouvrier retient avant tout de cette hardiesse sociale, c'est la sensation directe de bien-être qu'elle lui a apportée. Il faut avoir travaillé en usine, dans l'odeur tenace du cambouis et de la poussière, prisonnier d'une tâche monotone, sous l'œil du contremaître et la surveillance lointaine du directeur, pour apprécier à leur valeur deux jours de détente complète et de liberté... On se dépaysera, ou bien on arrangera une pièce du logement, on bêchera

[1] Cité par l'*Union*, janvier 1938.
[2] *Les Catholiques dans la vie publique*, p. 13 sq.

[1] « La montée du prolétariat », *Dossiers de l'A. P.*, 25 déc. 1937.

le jardin et, le soir, toute la famille se réunira autour de la table. Les quarante heures, c'est la richesse des loisirs.

Et puis, comble de fortune, l'été a ramené les vacances. Parce qu'ils ne perdaient rien de leur salaire, des milliers et des milliers d'ouvriers ont pu découvrir la mer, la montagne, les beaux sites de France. Les jeunes surtout ont su tout de suite prévoir et organiser des voyages... Les vieux n'avaient ni les mêmes goûts, ni les mêmes initiatives. Beaucoup sont restés chez eux. Mais ils ont connu le délassement d'une période de vacances. Ils ont tranquillement bricolé à la maison, et la nouveauté même de leur sort était à elle seule un plaisir qui écartait l'ennui du désœuvrement. La quasi-unanimité d'entre eux n'avaient pas connu le repos prolongé depuis l'époque lointaine de l'école primaire. Ils s'y sont abandonnés avec une simplicité d'enfant, en se répétant qu'ils touchaient quand même intégralement leur paye. Ce sont ces détails, en apparence insignifiants, qui font la force de la réforme. J'ai l'impression que ces dispositions sont entrées d'un seul coup dans les mœurs et qu'il serait impossible d'y porter atteinte, sans susciter le plus vif mécontentement et de violentes reactions. Aussi, toutes les dispositions à venir devront-elles tenir compte d'un progrès qui reste acquis. »

L'auteur ne fait aucune difficulté à reconnaître que « les aspects techniques de la question », en particulier les conséquences économiques (intérieures et internationales) de la nouvelle législation sociale, échappent pour une bonne part, en raison de leur complexité même, à la compréhension claire de la plupart des ouvriers. Il ne croit cependant pas plus que le cardinal Verdier à la possibilité de « revenir en arrière » :

« Au vrai, une certaine contre-propagande essaie d'exploiter la cherté croissante de la vie pour montrer l'inanité des réformes et des programmes. Actuellement, elle me paraît tomber à faux. A tort ou à raison, un sentiment nouveau vient de naître dans la classe ouvrière. Le travailleur — dont souvent la femme apporte une paie à la maison — a un salaire plus élevé, des heures de loisir plus nombreuses, des vacances payées, et il se sent plus sûr de sa place : pour la première fois peut-être dans l'histoire du prolétariat français, les ouvriers ont la sensation de disposer d'une sorte de richesse. Je ne sais si ce sentiment, tout en nuances, a été nettement perçu par les observateurs ; il me paraît aussi incontestable qu'important. C'est pourquoi toute campagne qui s'inspirerait des difficultés présentes pour combattre les résultats obtenus dans ce domaine par le Front populaire, me paraît vouée d'avance à un échec [1]. »

La psychologie ouvrière a-t-elle évolué depuis 1936? Sensiblement. Avant les « événements » l'impression dominante était d'inquiétude et de mécontentement :

« Ils se sentaient à la merci du patron, qui décidait selon son bon plaisir. Ajoutez à cela que certains contremaîtres et même certains directeurs se rendent odieux. Dans ces conditions, l'autorité a vite fait de devenir odieuse. L'ouvrier est, en effet, prodigieusement sensible aux égards ou aux insolences dont il est l'objet. On ne peut mesurer le mal qu'a pu faire la morgue de certains chefs. C'est sur les irritations, les sourdes colères, les craintes lancinantes et la misère que se sont propagées les doctrines les plus absurdes. Ce n'est peut-être pas très logique, mais c'est très humain. »

Les événements de juin renversant la situation firent passer la peur de l'autre côté. Les conséquences morales furent aussi importantes que les bénéfices matériels pour les ouvriers :

« Les patrons parlementèrent, reconnurent le bienfondé de plusieurs revendications importantes et témoignèrent des égards. L'aventure porta un rude coup à l'autorité patronale, non seulement parce que les ouvriers comprenaient que la passivité du gouvernement les laissait face à face avec les employeurs, avec l'avantage du nombre, mais aussi parce qu'ils estimèrent qu'ils avaient forcé les patrons à les respecter... Après plusieurs années d'inquiétude et de stricte discipline, les ouvriers se sont brusquement sentis sûrs de leur place, de leur travail et de leurs droits, protégés contre l'arbitraire, respectés et même redoutés. Ils avaient pour eux le gouvernement et le syndicat. On ne pouvait plus les mettre à la porte. Ils ont respiré. De là, l'effort moins intense et la production plus faible ; attitude naturelle et spontanée du potache qui vient de passer son « bac » avec succès. Deux causes essentielles achèvent d'expliquer le phénomène : c'est d'abord l'influence communiste, qui vise à ériger cette détente en attitude systématique de défense contre « l'exploiteur », et en second lieu, la baisse certaine de l'autorité des chefs, surpris par les événements et qui manquent parfois des qualités qui consacrent les meneurs d'hommes. »

Evidemment nous n'en serions pas où nous en sommes si partout « l'autorité avait su se maintenir », si d' « authentiques fainéants » n'étaient pas soutenus par les meneurs, si l'on ne sentait pas un peu partout « la mauvaise volonté haineuse de certains extrémistes qui ne travaillent pas afin que le patron ne gagne rien ». Il est clair qu'il y a là de graves causes de désordre qui ne disparaîtront pas du jour au lendemain.

Les ouvriers considèrent-ils que l'expérience Blum a échoué ou réussi ?

[1] Peut-être ne sera-t-il pas hors de propos d'indiquer ici, en passant, une nouvelle modalité de collaboration fraternelle entre paroisses de ville et paroisses de campagne qui peut, *pratiquée comme il faut*, devenir très intéressante. Un prêtre parisien de notre connaissance a pu, grâce au concours de bonnes amitiés provinciales, conduire par étapes toute une caravane cycliste de jeunes ouvriers et employés jusqu'au village normand où la paroisse a sa colonie de vacances. L'organisateur a été *très satisfait* des résultats moraux, spirituels et culturels de la randonnée : car naturellement une préparation soignée avait permis de tirer parti au maximum de tout ce qui pouvait être utilisé pour la formation de ces jeunes. Ceux-ci étaient ravis de toutes les belles choses qu'ils avaient pu voir, que des commentaires très bien adaptés leur avaient permis d'apprécier en hommes et en chrétiens, ravis peut-être plus encore de ces journées d'intimité confiante avec leur abbé. Les bons curés de campagne où cantonna la petite troupe ne demandent qu'à revoir l'été prochain ces jeunes Parisiens qui se tiennent si bien à l'église, communient avec tant de piété et dont le chœur fourni apporte à la grand'messe dominicale un élément trop rare d'intérêt et d'édification. Enfin dans les villages, les paysans dont les granges servirent au couchage, les aubergistes auxquels on recourut pour tempérer un peu la frugalité des repas (petit profit, mais très bon souvenir), tous ceux qui purent entrer en rapports avec ces « jeunes gens si gentils », sont tout prêts à recommencer. Et croit-on que les bonnes amitiés ébauchées, en aidant citadins et ruraux à se mieux connaître, comprendre et estimer, soient sans profit pour la paix sociale ? Nous n'en dirions pas autant si l'on n'y apportait pas de part et d'autre l'esprit chrétien, ou bien si l'organisation était négligée. — L'Eglise de France possède ainsi des possibilités d'action encore inemployées dont il ne tient qu'à nous de tirer judicieusement un parti très précieux, en reliant le présent en ce qu'il a de bon au passé qui mérite de vivre.

« L'opinion de ceux que j'ai approchés n'est ni précise, ni définitivement fixée. Ils restent à peu près tous évasifs et volontairement dans le vague. L'affirmation qu'on entend le plus souvent est celle-ci : « Il fallait des réformes sociales... » La formule comporte une approbation formelle du principe et de la tentative gouvernementale, une reconnaissance inavouée mais indulgente des difficultés qui ont accompagné l'essai, une excuse pour les excès qui ont été commis et une sorte de *quitus* pour les conséquences qu'elle a entraînées. S'ils mettent en balance les satisfactions reçues et les sacrifices subis, — tous ne sont pas encore consentis, — ils inclinent à considérer que le bilan est plutôt positif. Ils sont d'autant plus portés à ne pas se montrer trop mécontents, que peu d'entre eux saisissent l'importance de certains faits, tels que la dévaluation et le déficit inquiétant de notre commerce extérieur. Ce qui les a le plus frappés, ce sont des mesures très concrètes, comme l'augmentation du prix du tabac et des transports. Ils commencent seulement à s'inquiéter de la cherté croissante de la vie.

Alors faut-il conclure que le Front Populaire continue ? Oui, sans aucun doute. Ni les secousses, ni l'usure ne l'ont encore rompu. Mais, chez les masses comme au Parlement, il a changé de caractère. Ce n'est plus le Front Populaire virulent et agressif du début, agité de passions violentes et aux mains de meneurs aux intentions complexes. A supposer qu'il n'ait rien perdu du côté des classes moyennes, les ouvriers ne lui apportent plus la même adhésion. Ils en ont apprécié les bénéfices substantiels, mais ils perçoivent les petits à-côtés qui mesurent la distance entre les promesses électorales et la réalité. Ils se sont assagis. La plupart admettent maintenant qu'il ne faut pas aller trop fort et ils se prêtent volontiers à la politique de la pause. Aussi, la classe ouvrière n'est-elle probablement pas en état de recommencer les mouvements de juin, parce qu'elle échappe davantage à l'emprise de ceux qui l'ont conduite et dont elle redoute obscurément la tyrannie. Chez les masses, le Front Populaire n'a pas changé de direction, faute de chefs pour remplacer les premiers, mais il a changé d'allure. Les dirigeants le savent bien et ils sont obligés de tenir compte de cette modération relative, facteur important à la veille d'une agitation sociale qu'on tente de relancer. »

Nous ne pensons pas nous écarter de la pensée de l'auteur en ajoutant que ces observations seraient à corriger si l'on voulait exprimer le sentiment des ouvriers des entreprises modestes et des petites villes. Elles traduisent surtout l'état d'esprit des grandes agglomérations industrielles. Mais n'est-ce pas de là que part l'agitation, qui de proche en proche se communique à toutes les parties du corps social ?

Au fond, c'est toute une éducation humaine et chrétienne à refaire, non seulement chez les ouvriers, mais aussi dans toute la société. En faut-il une preuve saisissante ? Nous la trouverions dans la façon dont fut réglée la question du salaire en juin 1936 lors des accords Matignon. Tous les salaires furent uniformément relevés, même ceux qui n'avaient pas souffert de la déflation, ce qui ne pouvait pas ne pas conduire à la situation actuelle : les salaires essoufflés courant derrière la hausse des prix. Et cependant ni le grand Patronat (C. G. P.) ni la C. G. T. ne se préoccupèrent de la situation de la famille ouvrière. Et l'on a pu recueillir cet aveu *accablant* de la bouche même de M. Léon Blum, alors chef du gouvernement : « Aux accords Matignon, *personne n'a parlé de la famille et moi je n'y ai pas pensé.* » Voilà jusqu'où nous étions descendus, de quel niveau il faut repartir. Pour les ouvriers en particulier, c'est par des ouvriers comme eux, ayant les mêmes préoccupations qu'eux, parlant la même langue, partageant leur état d'esprit (avec les déformations en moins et la charité chrétienne en plus), qu'ils retrouveront tout ensemble le sens du bien commun et celui de leur propre intérêt, qui ne se peuvent dissocier. C'est à quoi travaillent cordialement unis syndicalisme chrétien et J. O. C. [1].

## III. — Bibliographie

1. — Lors même qu'on ne s'en serait pas encore aperçu, il eût été aisé de reconnaître à la lecture des pages précédentes quels liens étroits unissent Action Catholique et Action Sociale. Distinctes par principe et en fait, ces deux activités n'en sont pas moins inséparables et c'est assez dire l'opportunité de l'ouvrage du R. P. Arendt, S. J., **Action Catholique et Ordre social** (190 p. in-8, 6 f., Secrétariat général de l'A. C. J. B., 52, rue Vital Decoster, à Louvain. L'ouvrage se trouve aussi en dépôt aux Editions Jocistes, 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris 13e). Théologien et homme d'action, très exactement averti des problèmes complexes que pose l'application à notre vie moderne des principes immuables de la morale naturelle et de la loi évangélique, parfaitement familiarisé d'autre part avec les méthodes de l'Action Catholique, le P. Arendt nous apporte une somme d'enseignements et d'informations permettant à son livre de remplacer une bibliothèque.

Son plan est à la fois simple et complet. Après une introduction où sont très brièvement, mais très clairement, rappelés et justifiés les principes, cinq parties exposent la doctrine catholique sur le Travail, la Propriété, la Famille, la Profession, la Société politique. Les exigences d'une saine logique sont aussi respectées que celles de la réalité non moins impérieuse. Aussi les chapitres sont-ils de longueur fort variable selon que le besoin s'en fait sentir, toujours d'ailleurs distribués, pour la commodité de l'utilisation, en articles sensiblement égaux (il y en a 64) auxquels sert d'argument un texte de document officiel. Chaque article est en outre suivi de quelques questions s'y rapportant (en tout 372), grâce auxquelles on peut également, selon les besoins, ou replacer la doctrine dans la réalité concrète ou amorcer en cercle d'études une discussion vivante et féconde.

Nous n'avons aucune peine à comprendre le succès qu'obtient ce livre partout où il est connu, en particulier l'utilisation très large qu'on en fait à la J. O. C. Il est rare qu'une doctrine aussi exacte et nuancée, aussi complète, soit présentée avec cette clarté à laquelle se reconnaît un homme absolument maître de son sujet. C'est une œuvre de toute première valeur.

2. — **L'Eglise et la Question Sociale** (231 p. in-12, Editions du Cerf, 15 f.) est le premier ouvrage proprement dit que nous devions au R. P. Georges Renard, O. P., depuis qu'il a quitté pour celle des Prêcheurs sa chaire de droit de l'Université de Nancy. L'éloge de l'auteur n'est plus a faire : mais les espoirs qu'avait fait naître l'annonce de sa grande décision se trouvent ici pleinement justifiés.

Evidemment on a écrit beaucoup déjà sur ce sujet. Les questions traitées, qu'il s'agisse des bases théologiques de la doctrine sociale de l'Eglise ou de ses positions en face de l'individualisme, du socialisme, du travail (chapitre particulièrement remarquable de grandeur sereine et de suave beauté), de la propriété, du capitalisme, du corporatisme, ont fait déjà l'objet de bien des études. Ce livre ne donne pourtant pas l'impression du déjà vu, sans doute parce que jamais encore ne s'étaient trouvés réunis à un si haut degré la science théologique du disciple de S. Thomas, la com-

[1] Signalons à cette occasion la sortie du film du Congrès de la J. O. C. (Secrétariat de la J. O. C., 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris 13e Service du Film). Ce documentaire si heureusement intitulé *Jeunesse qui chante* arrive à point pour aider à combattre la propagande communiste par le film, dont les *Dossiers de l'A. P.* signalaient le danger en leur no du 10 février,

pétence juridique d'un des maîtres du Droit les plus réputés, et l'esprit philosophique du continuateur d'Hauriou dans l'étude de l'Institution, peut-être aussi parce que *Divini Redemptoris* y est utilisée aussi largement que *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno* : il n'y a pas si longtemps (mars 1937) qu'on le peut.

Entre toutes les utilisations possibles d'un tel ouvrage, il en est une qu'il nous paraît particulièrement à propos de signaler. Il met en excellente lumière la constance, insoupçonnée pour beaucoup, de la doctrine de l'Eglise sur les divers problèmes étudiés, et montre avec un égal bonheur comment, méconnue par un droit qui n'était pas chrétien d'inspiration (notamment par le Code civil de 1804), elle est réintroduite peu à peu dans la législation moderne sous l'incoercible pression des événements. C'est en particulier le cas pour la doctrine de la propriété [1]. Non pas, certes, que nous ayons la moindre complaisance pour l'idéologie socialiste. Bien au contraire, nous n'y voyons que « de la véhémence oratoire » tout juste propre, en aigrissant les âmes, à perpétuer les abus. Si l'on veut bien distinguer, comme il se doit, le mouvement ouvrier de la politique socialiste proprement dite, de quels bienfaits le monde est-il redevable à celle-ci ? Et la réaction individualiste qui retarde tant d'utiles réformes, n'est-elle pas son fait ? « Plus fait douceur que violence. » — Le chapitre sur le capitalisme serait également à signaler, montrant si bien en quoi consiste le vice actuel du capitalisme, et comment, favorisé par notre législation, ce vice trouve au contraire sa condamnation dans la doctrine traditionnelle de l'Eglise sur le prêt à intérêt. Mais on ne peut pas tout citer.

3. — Aux mêmes Editions du Cerf, M. Paul CHANSON continue sa courageuse et bienfaisante campagne en faveur de l'organisation professionnelle, par un ouvrage qui pose en termes excellents le grave dilemme en face duquel nous sommes actuellement placés : **Communisme ou Corporatisme ?** (276 p. in-12, 12 f.). L'auteur n'est pas de ceux pour qui la critique du passé est un sport à ce point attachant qu'ils en oublient la tâche présente ; il veut agir, il travaille à construire. Et pas en l'air : patron, président d'un syndicat patronal, il pourrait illustrer ses suggestions d'expériences personnelles, sur lesquelles d'ailleurs il a le bon goût d'être discret. Mais ses lecteurs n'ont-ils pas intérêt à savoir que depuis 1907 fonctionne au port de Calais un conseil de commission mixte, créé spontanément dans la profession, communautaire (ce qui lui a permis de prendre un caractère autoritaire), corps professionnel qui ne demande à l'Etat que de rester dans son rôle d'organisation générale du pays : et depuis vingt ans *aucun litige n'est allé devant les Prud'hommes*. M. Paul Chanson a donc de bonnes raisons de croire possible l'organisation professionnelle antitotalitaire. Il n'est d'ailleurs pas qu'un homme d'action. Catholique éclairé, c'est encore un travailleur intellectuel infatigable et d'une probité égale à sa clairvoyance. Aussi, ayant entrepris dans ce livre de « redresser l'incontestable générosité des communistes de bonne foi », et d'autre part d' « apaiser le petit troupeau des jeunes croyants trop émus par l'expérience soviétique », se garde-t-il bien de minimiser, comme d'autres l'ont fait, les réussites certaines dont l'industrie (mais non pas, certes, l'agriculture) soviétique est en droit de se féliciter, sans être fondée à en tirer orgueil.

Voici ce qu'on trouvera dans son livre, technique certes par un appareil documentaire d'une richesse exceptionnelle, mais cependant très abordable, facile, concret, illustré à souhait d'anecdotes vivantes. En quatre chapitres qui traitent respectivement de la sociologie (conception générale de la vie en société), de la productivité du travail, du pouvoir d'achat, des conditions du travail, M. Paul Chanson confronte d'une part le régime communiste tel que le définissent ses propres documents officiels et tel qu'il est réalisé en Russie, d'autre part le régime corporatif tel qu'il ressort des anticipations d'un la Tour du Pin, d'un Vogelsang,... et que leurs disciples travaillent à l'instaurer. Les problèmes choisis sont vraiment cruciaux, la méthode (on l'a dit) est excellente, les conclusions qui se dégagent de l'exposé s'imposent au sens commun. Comment, par exemple, contester la vérité d'une proposition comme celle-ci : « C'est une plaisanterie d'opposer triomphalement le traitement communiste au *profit* patronal, comme si le traitement abusif n'était pas un profit usuraire (Gorki gagnait 100.000 roubles par mois pendant que l'ouvrier moyen en gagne 150) et le profit légitime un traitement mérité » ? On multiplierait aisément de tels exemples.

Ecrit tout spécialement pour venir en aide aux conférenciers (comme d'ailleurs l'ouvrage précédent), le livre de M. Chanson contribuera certainement à redresser beaucoup d'idées fausses, montrant combien se trompent ceux qui ne veulent connaître que le simili-corporatisme (en réalité socialisme d'Etat) d'Italie ou d'Allemagne, et aussi les libéraux incorrigibles à qui les faits n'ont pas encore appris qu'en tous les ordres de choses la tyrannie la plus insupportable est encore l'anarchie.

4. — C'est avec plus que de la mélancolie, dans un vrai sentiment d'amertume que les hommes de cœur, les seuls qui le puissent encore, liront le **Code de Morale Internationale** (224 p. in-12, 12 f., Spes) élaboré par l'Union internationale d'Etudes Sociales (Union de Malines), sur le modèle et dans l'esprit du *Code Social*. Cinq chapitres : les Sociétés humaines, — la Société internationale inorganique, — l'organisation contractuelle de la Société internationale, — la Société internationale organisée selon les requêtes du droit naturel et de l'ordre chrétien, — Conscience individuelle et morale internationale.

Le chapitre le plus développé de beaucoup, c'est le second : particularité qui n'a pas besoin d'explication et qui a valeur de symbole. Mais n'est-ce pas sur le dernier qu'on peut faire aujourd'hui les plus amères réflexions ? Car si le droit du plus fort n'a été jamais plus insolemment invoqué, au point que les nations ne semblent plus connaître d'autres lois que celles de la jungle, n'est-ce pas surtout parce que les hommes ont eu la folle prétention de faire dériver l'ordre et la paix d'institutions en avance sur leur propre éducation morale ? Il n'est pas de législation qui puisse effectivement assurer l'ordre dans la justice tant que les cœurs restent mauvais.

Ce livre montre la ligne que tracent l'Evangile et l'Eglise à la société humaine en plein désarroi : et c'est au moins un témoignage. Faudra-t-il donc se résigner à ce que ce ne soit rien de plus ?

5. — Ou bien est-il possible d'espérer un avenir meilleur que le présent ? La collection « *Présences* » a été lancée tout exprès pour inventorier nos chances de relèvement, ce qu'un esprit nouveau peut chez nous ranimer. Sous ce titre engageant : **La France attend sa jeunesse** (256 p. in-12, 18 f., Plon), elle nous apporte les résultats d'une enquête menée par M. Xavier DE LIGNAC parmi les Français de 18 à 35 ans. Plusieurs centaines furent consultés, sans distinction de sexe, de milieu, de doctrine, de profession : on n'a pas oublié les chômeurs ni ceux qui demain peuvent l'être. 175 ont répondu, dont les réponses anonymes, mais tout de même qualifiées, sont ici classées par l'auteur.

M. Daniel-Rops, qui préface ce livre, n'aperçoit dans toute la masse que trois blocs inentamables : « D'une part les maurrassiens (très peu nombreux), les trotz-

[1] Nous avons été heureux de retrouver ici la substance d'un article remarquable que nous avons longuement analysé en son temps : *Ami* 1930, p. 826 s.q.

kistes (guère plus abondants), et ceux que j'appellerais les catholiques chrétiens, c'est-à-dire ceux qui entendent mettre leur vie au service intégral de leur foi ;... les trois groupes faisant figure de non conformistes, ce que les communistes, par exemple, ne sont plus, gagnés par l'utilitarisme politique. » Mais beaucoup, très nets dans leur refus, ne savent pas ce qu'ils veulent. N'est-ce pas explicable, après tout, quand on pense à l'héritage que nous leur avons légué ? « Pour que toutes les forces intactes dont la jeunesse française est riche, puissent se nouer en un faisceau, il faudra que, de ses aspirations, se dégage une doctrine précise, neuve, en laquelle s'unissent le sens vivant de la tradition et celui des nécessités de l'avenir. » On pense au mot de Thiers : « Quand je vois tous ces beaux messieurs qui m'apportent une nouvelle religion dans leur poche avec leur mouchoir et qui me l'offrent, je leur dis : Gardez, mes amis, votre nouvelle religion et donnez-moi seulement un peu de foi à la vieille. » Pareillement, nous répète l'Eglise (*Divini Redemptoris*, spéc. 39 sq.), le vrai remède au communisme, la dernière en date des religions nouvelles, c'est un renouveau sincère de vie chrétienne.

Ce n'est pas seulement, on l'a déjà compris, de notre jeunesse qu'il s'agit, c'est bonnement de la France. D'où l'immense intérêt de ces pages dont la note dominante est à coup sûr la puissance d'émotion jaillissant d'une douloureuse sincérité.

6. — Dans la même collection M. René Dumesnil nous parle de **l'Ame du Médecin** (242 p. in-12, 16 f. 50). C'est encore un beau livre d'un intérêt social tel que leurs clients (nous le sommes tous) n'y ont pas moins à prendre que les médecins. Non seulement parce qu'il est telles déformations professionnelles du jugement médical, de la conscience aussi, sur lesquelles il est bon que nous soyons exactement informés ; mais **encore** — et c'est mieux — parce que nous sommes ici en face d'un médecin soucieux d'être aussi, et autant qu'un praticien compétent et habile, un honnête homme. L'exemple vaut pour toutes les professions. Et qui donc songerait à prendre ombrage du titre donné par l'auteur à son dernier chapitre : « *Tu es sacerdos, medice* » ? Plaise à Dieu que tous s'en inspirent !

Ajoutons que ce livre écrit avec aisance soutient constamment l'intérêt par les anecdotes toujours instructives, encore qu'à des titres divers, que l'auteur glane dans ses lectures comme dans ses souvenirs vécus. Oui, un beau livre bien digne de retenir l'attention.

7. — L'étude consacrée par le R. P. Sartre, S. J., à **Georges Sorel** (312 p. in-12, 20 f., Spes) est d'un genre plus austère, mais aussi d'une autre portée.

Georges Sorel est un des hommes qui ont marqué le plus profondément notre époque, sans d'ailleurs que nous ayons lieu de nous en féliciter : ne fut-il pas le maître de Lénine et de Mussolini ? Un philosophe qui sait de quoi il parle, P.-H. Simon, définissait ainsi son influence : « Une certaine manière propre à nos contemporains de mettre la sagesse dans le délire, la science dans l'imagination, la vertu dans l'orgueil et le droit dans la force du poing, une certaine abdication volontaire et systématique de la dignité d'être pensant ont trouvé chez Sorel leur première expression théorique avant d'inspirer à quelques individus et à des foules hélas ! grandissantes, ces gestes furieux qui défont la civilisation. » C'est dire que si l'étude d'une telle pensée n'a rien de réjouissant du point de vue humain et surtout chrétien, elle projette du moins sur la dure époque où se situe notre devoir en même temps que notre vie une lumière irremplaçable.

Il est impossible de ramener à un principe fondamental la pensée sorélienne : et pour cette raison capitale que Sorel est décidément anti-intellectualiste, qu'à la métaphysique classique il substitue celle du sentiment. A ses yeux, la contradiction, bien loin d'être une marque de faiblesse, répond à une exigence de la vie. Celle-ci est commandée toute par des *mythes* (ils s'appellent aujourd'hui Prolétariat, Empire, Race), représentations idéales sans rapport avec la justice et la raison, peut-être sans réalité présente ni future, mais source d'un dynanisme puissant ; et par *la violence*, c'est-à-dire la force brutale, sans scrupule mais non pas certes sans habileté, mise sans aucune réserve au service du mythe choisi. Les noms que nous rappelions au début rendent superflue toute application.

Système faux, bien sûr, mais puissant, séduisant pour une génération qui ne croit plus à grand'chose et y trouve la justification de ses négations, dangereux au point d'exposer le monde aux plus épouvantables cataclysmes. Et pourtant Sorel admirait le catholicisme, créateur selon lui de mythes qui ont soulevé merveilleusement les masses croyantes. Ces mythes prétendus ce sont tout simplement les réalités transcendantes, impérissables, qui lancent aujourd'hui comme hier sur toutes les routes du monde les chrétiens fidèles aux magnifiques aventures de l'apostolat, sans aucun risque, bien au contraire, pour la justice ni pour la raison. *Seulement il faut y croire.* Et c'est ainsi que le succès du sorélisme mesure exactement nos coupables infidélités.

Pourquoi la leçon serait-elle perdue ? Et n'est-ce pas de la France chrétienne, d'elle seule, qu'on peut entendre ce mot de Georges Sorel sur lequel il nous plaît de rester : « C'est toujours une erreur historique de croire que la France est perdue » ?

8. — Quelle réplique à Sorel et tout ensemble quel stimulant pour nous qu'une belle vie de missionnaire ! On y voit une foi plus puissante qu'aucun mythe, et plus durable parce que mieux fondée, un courage qui se moque de la violence et qui en triomphe. Ainsi Mgr Augouard dont Antoine Rédier nous conte la vie sous ce titre éloquent : **L'évêque des Anthropophages** (278 p. in-12 avec carte, 15 f., Sorlot). Prosper Augouard [2] était une forte tête qui restant en France, au jugement de Mgr de Ségur, aurait mené la vie dure à son évêque et étranglé son préfet. Alors la Providence arrangea les choses en l'envoyant parmi les terribles Pahouins : il n'étrangla personne et Rome fit de lui un évêque, mieux encore un archevêque. Episcopat *sui generis*, on s'en doute bien, mais dont on ne soupçonnera la beauté qu'après avoir lu d'un seul trait ces pages. L'auteur n'avait évidemment qu'à être vrai pour saisir son lecteur ; il lui fallait, par contre, l'art d'un écrivain de métier pour qu'on ne se perdît point en cette brousse que parcourut durant plus de quarante années son héros. Admirable fondateur de chrétientés, Mgr Augouard fut aussi un grand Français dont la Patrie se plut à reconnaître les éminents services. Pourquoi faut-il qu'il n'ait pas été écouté même du grand Brazza, quand il signala quelle imprudence on commettait, même du seul point de vue social et politique, en jetant quasi de force dans les bras de l'Islam ces noirs dont les âmes, l'expérience l'a bien prouvé, s'ouvraient si larges à l'Evangile !

**La carrière du P. Mell (1880-1921)**, Spiritain lui aussi, que nous fait connaître le P. Piacentini (188 p. magnifiquement illustrées, 12 f., Dillen), fut plus courte. Au fond est-elle moins attachante ? Héraut de l'Evangile parmi les populations de la Guinée Française, le P. Mell sut les conduire à la lumière par les chemins de la bonté, relevant ces âmes que l'affranchissement légal n'avait pu tirer de l'avilissement où les avaient plongées des siècles d'esclavage, soignant et consolant les lépreux, portant à tous et partout le réconfort d'un optimisme trop bien fondé pour n'être pas invincible. La leçon est valable ailleurs qu'en Guinée.

Le P. Maurice Briault nous conduit, lui, **Dans la**

[2] Voir *Ami* 1924, p. 273-282.